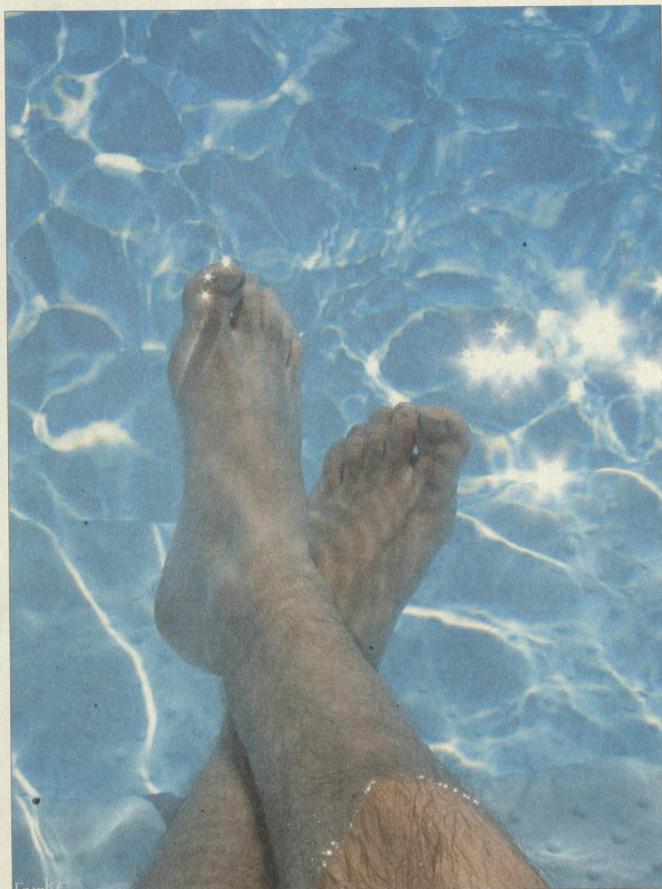


le monde
libertaire
Mouvement de la Fédération anarchiste
adhésion de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



Un lundi au soleil!



Jouant sur la culpabilité,
le gouvernement a tenté
de dissimuler ses
responsabilités
lors de la canicule.
Sous couvert de
solidarité, ils nous volent
une journée.

Personne n'est dupe:
grève ou farniente!

M 02137 - 1398 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Le pouvoir, dépouillé de son manteau mythique, ne peut plus se réconcilier avec la poésie. Ce qu'on nommait jadis inspiration s'appelle désormais esprit critique: l'esprit critique devient la féconde inquiétude du processus poétique. »

Hans Magnus Enzensberger

hebdo n° 1398

du 12 au 18 mai 2005

FOP 2520

Sommaire



Un **lycéen** bisontin parle, interviewé par Fred, page 4

L'autruche a encore grossi, par Ladriss, page 4

IBM, la machine à tuer l'emploi, par Marie-Christine, page 5

Hôpital et laïcité, par H. Hernandez, page 7

La Russie nie le sida, par P. Schindler, page 9

Actualité du **matérialisme**, par M. Silberstein, page 10

Images d'un **1^{er} mai mondial**, page 12

1945 : les **ambiguïtés** d'une « victoire », page 14

Interview de **Muambi Maï**, par P. Sommer, page 16

Ngô Van, une vie de lutte, par H. Simon et H. Fleury, page 18

Pour **l'érotisme**, suivez le guidé, par Paco, page 20

L'Argentine, un film, par H. Hurst, page 21

Vie du mouvement, page 22

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial



TÉMOINS DES MŒURS de notre temps et de notre civilisation, les pages de faits divers ou de sociétés de nos quotidiens révèlent souvent de bien sales maladies, de bien hideuses verrues toujours prêtes à repousser. Une virée trop arrosée, une fille qui se refuse, une cité délabrée proche de la pourriture, et le couteau qui sort de la poche. Nous voilà bien loin du règlement de comptes d'honneur à la Casque d'or. Au bout du compte, et le signe des temps est bien là, c'est la femme qui va mourir. Elle va mourir parce qu'elle était la plus faible et qu'elle a dit non, parce qu'elle a fait le choix de pas subir les assauts égoïstes d'une petite gouape en quête d'un petit peu de virilité – du moins le croyait-il – à bon compte. Décidément, le féminisme n'a jamais tué personne tandis que le machisme, lui, tue tous les jours.

Les responsables locaux, ceux qui ne vivent pas dans ces tours et à l'instar de leurs architectes qui n'y vivront sans doute jamais, ne veulent pas se saisir de cette sordide affaire pour illustrer un problème de société pourtant bien réel. Aveuglement ou veulerie, en tout cas, singulier aveu de faiblesse. L'élu local a déclaré que « parce que cela se passe dans une cité, on veut transformer le drame en problème de société... Ce n'est pas un meurtre social, et cela n'enlève rien à toute son horreur... » (voir *Le Monde* du 6 mai dernier).

N'était le fait que chacun ignore ce que peut bien être un meurtre social, c'est d'un crime de la misère qu'il s'agit en fait. Qu'elle soit culturelle, économique ou sexuelle, cette gangrène va générer les mêmes symptômes. Ce n'est pas par hasard si les femmes battues ou violées le sont dans tous les milieux, c'est bien le reflet d'une accumulation de frustrations, d'une exacerbation de l'autorité ou des autorités, en clair, c'est bien partout où la force prime le droit. Ce roitelet local encore plus délabré que les cités de sa riante commune a l'air d'en connaître un sacré rayon. Qu'il vienne donc nous donner des leçons de morale sociale, qu'il vienne donc nous expliquer qu'il faut bien habiter quelque part et que tout compte fait, Neuilly c'est mieux que Pantin et que rien là-dedans n'est un problème de société comme il dit. Oui mais voilà, le crime n'a pas été commis dans un hôtel particulier de Neuilly.

Une question me tarade à ce propos le « oui » ou le « non » à la constitution vont-ils enfin régler ces problèmes de misère? Souhaitons le contraire pour notre amuseur de la semaine, car la pauvreté et le chômage justifient son « action » et sa présence sur le terrain, n'est-ce pas? Et plus de chômage, plus d'élus et plus d'élus comme lui, plus personne pour nous faire rire...

Pas un jour, pas une heure, pas une minute pour la corvée du 16 mai !

LES CORVÉES (travail gratuit sur les terres du seigneur dans l'ancien régime) sont abolies en France depuis la nuit du 4 août 1789...

Dans un réflexe très sain de quasi-désobéissance civile, une très grande majorité de salariés refuse d'aller donner gratuitement une journée de travail pour le gouvernement et le patronat. Même si ces derniers ont tendance à nous prendre pour des imbéciles à la mémoire particulièrement courte, chacun sait que cette pseudo journée de solidarité, inventée par Raffarin (assimilable plutôt à de la charité obligatoire), correspond dans les faits à une immense escroquerie. Les salariés ne sont pas responsables, comme on a voulu leur faire croire pour mieux les culpabiliser, des 15 000 morts de la canicule de 2003. C'est la politique systématique de fermeture de lits d'hôpital, de réduction drastique des moyens des services publics de santé, qui est à l'origine de cette catastrophe sanitaire.

Et, comme d'habitude, ce sont ceux qui sont les moins bien placés pour le faire qui nous donnent aujourd'hui des leçons de « solidarité ». Quel salarié a bénéficié de 70 % d'augmentation comme se les sont octroyés les ministres en 2002? Quel salarié dispose d'appartement de fonction de 600 m²? Quel salarié peut prétendre bénéficier d'une prime de départ à la retraite de 39 millions d'euros comme le PDG du groupe Carrefour? Quel salarié a bénéficié un tant soit peu des dizaines de millions d'exonération de cotisations sociales données aux entreprises?

La réalité, c'est que ce sont les employeurs qui sont les seuls gagnants de cet accroissement non rémunéré du temps

de travail. Une journée de travail représente en moyenne 0,45 % de la masse salariale, et la contribution demandée aux entreprises sera seulement de 0,3 %.

Bref, malgré les mensonges et les contre-vérités débités sur tous les médias (avec la propagande martelée chaque jour pour appeler à voter « oui » le 29 mai, nous sommes particulièrement gâtés en ce moment), la journée de corvée de Raffarin s'annonce déjà comme un grand flop. Dans de nombreuses entreprises, les patrons, prudemment, n'obligeront pas à travailler le 16 mai (mais piquent tout de même, le plus souvent, une journée de RTT), les cheminots travailleront 1 minute et 52 secondes de plus par jour... Et, dans de nombreux secteurs (fonction publique, transports, commerce, bâtiment, action sociale, etc.), les appels à la grève se multiplient. Même la direction de la CFDT, qui il y a encore quelques semaines s'interrogeait publiquement sur la « légalité d'une grève ce jour-là » (!), est poussée aux fesses par sa base. C'est dire!

Et cette forme de désobéissance populaire inquiète fortement le gouvernement.

Au final, cela prouve qu'au-delà de la question de l'abstention ou du vote « non » le 29 mai prochain, qui fait débat y compris dans nos rangs, le problème essentiel est d'aider à ce que les salariés de ce pays soient en capacité d'imposer sur le terrain social qui est le leur, leurs revendications au gouvernement, au patronat, voire à leur propre direction syndicale...

Fabrice
groupe La Sociale, Rennes

Retour sur le mouvement lycéen

Interview de Arnaud (Besançon)

Peux-tu nous faire un historique rapide de la mobilisation lycéenne à Besançon ?

La première manif s'est déroulée avant les vacances de février. Il y a eu deux manifs pendant les vacances, qui n'ont réuni que peu de monde. Nous avons préparé des tracts afin de faire circuler l'information. Puis nous avons appelé à une manifestation le premier mardi de la rentrée. À partir de là, il y a eu au moins une, voire deux, manifs par semaine, avec des temps forts comme la manif du 8 mars (lycéenne) et celle du 10 mars (interprofessionnelle). Trois semaines avant les vacances de Pâques, le lycée Pasteur de Besançon a été bloqué. Les manifestations continuaient et la police commençait à pointer son nez (ligne de CRS devant le lycée). Ensuite ce fut le tour du lycée Jules-Haag d'être bloqué. Et enfin, les cinq lycées bisontins furent bloqués ou fermés durant toute la semaine précédant les vacances. À cela s'ajoute l'occupation du rectorat. Une soixantaine de lycéens et lycéennes l'ont investi en début d'après-midi avant de se faire virer violemment par les CRS le soir-même. Il y a eu quelques séjours aux urgences et des arrestations pour des motifs bidon.

Quels ont été les liens avec les autres lycées ?

Nous avons constitué une Union Inter Lycées qui faisait le lien de coordination pour les occupations. Chacun s'occupait de bloquer son propre lycée. Nous avons aussi été reçu par la rectrice (inutile), trois lycéens sont allés à Paris pour la coordination nationale et nous avons constaté que Besançon était très mobilisé. À Paris, la situation était récupérée par la FIDL ou l'UNL. Le blocage du rectorat s'est terminé avec des ordinateurs balancés par les fenêtres.

Quels enseignements tires-tu de cette lutte ?

Nous nous sommes organisés de façon non hiérarchique. C'est une expérience militante importante. Nous apprenons à réagir face aux CRS. La lutte permet des prises de conscience, des discussions. Elles traduisent plus un véritable raz-le-bol qu'un simple rejet de la loi Fillon. C'est un rejet de la société dans son ensemble mais qui ne s'accompagne pas forcément d'une prise de conscience politique claire. Il faut que ça change, mais comment et pour quoi ? Durant les AG des vacances, nous avons décidé de faire une pause, de stopper les occupations, mais certains ont dit que c'est en lisant des bouquins révolutionnaires que l'on inquiétera plus les politiques. La colère n'est pas éteinte.

Fais-tu une comparaison avec le mouvement des profs de 2003 ?

Oui, le gouvernement joue le pourrissement de la situation et cela traduit toujours la lutte des classes. La situation empire, jusqu'à quand ? Et quelle en sera l'issue ?

Quel a été le rôle des syndicats ?

Moi, je suis pour le syndicalisme mais ils se sont trop bureaucratés et ils sont trop liés aux politiques. L'UNL ou la FIDL n'ont joué qu'un petit rôle. Ce n'est même pas un bon outil. Il faut un syndicalisme indépendant. La coordination est suffisante et efficace pour les luttes que nous avons menées. Les syndicats enseignants nous soutiennent mais agissent peu, sauf pour recruter.

RV le 16 mai, place St-Pierre, à Besançon

- apéro et pique-nique à partir de 11 heures,
- rassemblement puis manif à 14 heures.

Quand l'autruche éternue...

Obligé

« Celui qui me succédera sera obligé de dire que ce que j'ai fait est formidable. » Raffy, bientôt de retour à Chasseneuil. Il pourra toujours le dire, mais pour ce qui est de le penser... Espérons malgré tout qu'il ait le même sens de la modestie que Raffarin-le-Grand, le Sublime.

Salut les copains

« Si c'est le non qui gagne, beaucoup de gens vont quitter la France. » Johnny Halliday, politologue. On peut faire confiance à Johnny pour prendre toute sa part dans ce nouvel exode, avant qu'une pluie de sauterelles ne s'abatte sur le stade de France: allez les copains, tous au yacht, et direction la Suisse!

Quand les spécialistes s'accordent

« Tous les spécialistes s'accordent pour considérer que les retombées de l'accident de Tchernobyl n'ont causé aucun cancer supplémentaire de la thyroïde en France. » Pr Yvon Grall, du lobby nucléaire.

Et pour en être bien certains, tous les spécialistes s'accordent pour n'organiser à ce sujet aucune étude sérieuse. Ce qui est encore la meilleure façon d'être sûr du résultat qu'elle ne donnera pas.

Debout, les damnés de l'UDF

« C'est nous, les travailleurs, qui avons besoin de la Constitution. » Bayrou.

Il est le premier à reprocher aux partisans du «non» outrances, abus de langage, usage de contre-vérités. Et le voilà qui, sans noter l'absurdité de son propos, tente de se poser en porte-parole des travailleurs... Le dernier travailleur que Bayrou a croisé c'est le type qui écrit ses livres, venu encaisser son chèque.

Tu n'as pas changé

« Moi-même, j'ai changé entre 68 et aujourd'hui. » Cohn-Bendit. Mais non Dany, tu te fais du mal, je te promets t'as pas bougé: rappelle-toi, à l'époque, t'étais déjà le roi des escrocs.

Pas prêts de tomber la chemise

« Une chemise rapporte 30 centimes à un Chinois. Il faut en vendre 800 millions pour acheter un Airbus. » Bo Xilai, ministre chinois du Commerce.

Sachant que le gouvernement chinois vient de passer commande d'une soixantaine d'Airbus, sachant qu'il s'apprête à les payer en chemises, calculez combien de chemises il va nous falloir acheter pour éponger la dette*.

Vérole

« Le référendum est pareil à une vérole antidémocratique, que la France aurait propagé dans l'ensemble de l'Europe. » Minc, Pol-Pot en libéralisme.

Pour Minc, la vérole ce n'est pas le non, c'est le processus référendaire lui-même, et l'Europe serait contaminée par cette « vérole » bien française consistant à consulter le peuple. Il est vrai que seul Minc est susceptible de nous conduire sur les voies de la félicité et de la « mondialisation heureuse », titre d'un de ces bouquins.

Et ça se dit grand pourfendeur des idéologies...

Frédo Ladrisse

(sources: le Figaro, France Inter, Libération, Politis).

* Bravo, ami lecteur! 60 x 800 millions = 48 milliards de chemises. Soit, pour un potentiel d'acheteurs estimé à 40 millions - tout le monde n'aime pas les chemises - une moyenne de 1 200 chemises par personne. Grâce à Airbus, on va être beaux.

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

IBM et l'holocauste social

Marie-Christine

DES LES PREMIERS moments de son histoire, IBM ne s'est jamais encombré du moindre scrupule moral au seul et unique motif de dégager toujours plus de revenus.

Déjà, en 1934, en pleine campagne de stérilisation pour l'émergence et la mise en place de méthodes de purification en Europe, IBM, pour qui l'information était toujours plus d'argent, proposait à l'Allemagne des machines et des cartes perforées de grande précision pour calculer, classer, trier, analyser. À cette époque, ses profits atteignaient près d'un million de dollars, alors même que le boycott international mettait à rude épreuve l'ensemble de l'industrie allemande. Quelques années plus tard, l'alliance stratégique avec Hitler continuait à rapporter gros dans les villes et les ghettos. Mais c'était le long des voies ferrées et dans les camps de concentration que les machines IBM allaient donner la mesure de leur talent. Les juifs ne tarderaient pas à devenir des numéros Hollerith (la machine Hollerith a servi au premier recensement racial de 1933. Les machines étaient la propriété d'IBM qui les louait à ses clients allemands).

En 2005, alors qu'elle dégage 3 milliards d'euros de bénéfices, au prétexte que les actions perdraient 5 cents à l'unité, la compagnie entend des licenciements boursiers de 800 salariés sur 11 000 en France. Il s'agit d'un premier train d'exclusion, d'autres suivront jusqu'à la liquidation quasi totale des effectifs. Ces licenciements se font au profit de départs d'emplois vers les pays de l'Est, l'Inde et la Chine.

Dans un document confidentiel remis aux organisations syndicales qui ne doivent surtout pas en révéler l'existence ni le contenu, sous peine de sanctions disciplinaires¹, la direction énumère, entre autres, les postes à supprimer et les pays qui les recueilleront. Par exemple, en Biélorussie, à Minsk, seront expédiés une dizaine de métiers avec des compétences : analyse, programmation. En Inde, à New Delhi et Bangalore, seront délocalisés environ 30 métiers en programmation. En Chine, à Shanghai, seront déportés quelque 20 métiers, analyses, tests, etc.

Dans le même temps de ces délocalisations, IBM vend sa division PC au plus grand fabricant chinois d'ordinateurs Lenovo pour

un total de 1,75 milliard de dollars américains. Quelques salariés français s'aventurent à demander l'application d'une clause de confiance vis-à-vis d'un État si peu respectueux des droits de l'homme, et vis-à-vis du PDG de Lenovo, Yuanqing Yang, qui, occupant désormais la 3^e place dans le classement des grands fabricants de PC, apparaît comme un membre influent du gouvernement autoritaire chinois. En France, le rachat de Lenovo provoque une centaine de licenciements masqués par une filialisation rapidement improvisée. Comment la direction IBM procède à ce plan de destruction massive des emplois en France ?

Son tour de force consiste à faire participer les organisations syndicales et leurs représentants à cette casse humaine, via les « accords de méthode ».

« Les accords de méthode » font partie d'un ensemble de mesures imposées par le gouvernement actuel contre les salariés pour supplanter la « loi de modernisation sociale » qui donnait plus de pouvoir aux salariés via les CE et CCE et qui obligeait les patrons d'entreprise à justifier leurs projets, et à examiner les

contre-propositions des salariés avec la possibilité de recours en justice, expertises, droits d'alerte et de suspensions nécessaires. Ces « accords de méthode » permettent de passer outre les obligations imposées par le Code du travail et contribuent à sa suppression pure et simple.

La direction IBM, ayant pris sa décision à l'avance de supprimer plus de 800 emplois pour juin prochain, fait plonger les syndicats sur des propositions d'accompagnement de ces suppressions, alors qu'elle n'a jamais annoncé en CCE ou en CE ni la situation économique exacte de la compagnie ni la cartographie des postes qu'elle entend supprimer. En somme, elle demande aux syndicats de la soutenir aveuglément dans ce vaste dégraisage. Elle entend donc trouver un ou des syndicats prompts à entériner des décisions dramatiques pour l'emploi et totalement injustifiées au vu des milliards de bénéfices engrangés.

Malheureusement, trois syndicats – FO, CGC et CFTC – ont signé ces accords, approuvant les plans de licenciements, avant même



Thomas J. Watson (deuxième à partir de la gauche) en bonne compagnie, à Berlin en juin 1937

d'en avoir appris les fondements et que soit commencé un semblant de négociation, malgré la bonne santé d'IBM et la qualité de ses résultats.

Ils ont ainsi contraint les organisations syndicales à un simulacre de négociations hâtives, des mesures pour les reconversions, les reclassements, les préretraites, les baisses de salaire, or ces mesures étaient déjà rédigées par la direction avant la signature des accords de méthode. Ils obligent les salariés à se décider sur les propositions de « volontariat » entre le 10 juin et le 9 août seulement, en pleine période de congés. Ils amènent l'annonce des licenciements à partir du 10 août.

Grâce à leur signature, il y aura renégociation de l'adhésion de la compagnie à la convention collective de la métallurgie, avant la fin de l'année, dans le contexte de la loi Fillon qui permet de contourner le Code du travail.

Enfin, ils interdisent aux non-signataires (CGT-CFDT-UNSA) de veiller à l'application des engagements de la direction.

Les syndicats « jaunes » justifient leur signature sous couvert de permettre de négocier des garanties avec des offres de départs financés pour des projets personnels, avec un plan de préretraite maison, des garanties de reclassement, des indemnités en cas de mobilité ou pour aménagement du temps de travail, mais à aucun moment ils ne font allusion aux licenciements. Sans la moindre pudeur, ils confirment que leur action est responsable, dépourvue de démagogie, en cherchant des solutions qui offrent des garanties négociées.

Que deviennent les salariés dans l'annonce de cette destruction massive d'emploi ?

Les plus qualifiés se plongent déjà dans leurs carnets d'adresses, et préparent des départs bien négociés ; souvent âgés, ils espèrent encore pouvoir se recaser sans trop de difficultés. Quelques cadres considèrent qu'avec un peu de chance, ils sauveront leur peau et ne seront pas immédiatement touchés, quant aux autres, accablés de travail, ils n'ont guère l'opportunité de prévoir leur avenir proche, quand bien même ils y prêteraient une quelconque attention.

Un grand nombre d'entre eux, tenaillés par la peur et par l'espoir d'échapper au premier train, évaluent leur chance de conserver leur emploi par un calcul de points qui circule sur intranet et qui semble entrer en ligne de compte pour déterminer l'ordre des licenciements une fois les mesures de reclassement proposées et dès lors que des licenciements sont inévitables.

Par exemple, sur les 15 postes à supprimer sur un service de 40 personnes, seuls 12 ont été libérés par préretraite, offres volontaires de départ et autres mesures de reclassement. Il resterait donc 3 postes à supprimer sur les 28 salariés restants. Dans ce cas, on utiliserait ces critères pour calculer le nombre de points de chacun de ces salariés. L'ordre des licenciements serait fixé en utilisant l'ensemble de ces critères et les licenciements cor-

respondraient au nombre de points les plus faibles.

Voilà comment se présente ce décompte :

Charge de famille	Nombre de points par année d'ancienneté
Célibataire + 1 enfant	3
Célibataire + 2 enfants	4
Célibataire + 3 enfants ou plus	5
Marié/Pacsé sans enfant	1
Marié/Pacsé + 1 enfant	2
Marié/Pacsé + 2 enfants	3
Marié/Pacsé + 3 enfants ou plus	4
Selon âge	
45 à 50 ans	5
50 à 55 ans	10
> à 55 ans	0
Évaluation individuelle (2002, 2003 et 2004) pour chacune des années	
Niveau 1 (la meilleure note)	8
Niveau 2	5
Niveau 3	2
Niveau 4	0
Encadrement ou technicien	10
Salariés en retour d'un congé à l'initiative de l'entreprise	2

Cette évaluation annuelle se fait lors d'un entretien avec le management première ligne (supérieur hiérarchique direct) et qui définit par notation 1 et 2 une augmentation de salaire, en 4, une procédure de licenciement. En 2003-2004, les notations 4 ont donné lieu à 200 licenciements secs, qui, dans l'ensemble, n'ont suscité aucune réaction de la part d'un personnel aveuglément persuadé de son incompétence professionnelle. On peut noter les caractères humains et objectifs du plan social, d'une part une notation soumise au bon vouloir de la hiérarchie, ensuite un maximum de points pour ceux qui ont entre 50 et 55 ans, dont le licenciement tombe sous le coup de la loi Delalande et coûterait ainsi très cher à la compagnie, alors que ceux de plus de 55 ans, dont le licenciement peut être accompagné d'un plan préretraite à moindre frais, héritent de zéro point.



La compagnie ayant aussi décidé de rajouter la pyramide des âges (eugénisme quand tu nous tiens!), l'idéal serait de ne plus avoir de salarié dont l'âge dépasse 40 ans, chacun, au-delà de l'âge fatidique, a pris sa calculatrice pour connaître sa chance d'échapper au massacre et assiste avec assiduité aux différentes assemblées générales provoquées par les organisations syndicales signataires ou non signataires des accords.

En province (à Nantes, à Marseille, à Strasbourg et à Toulouse notamment), certains salariés se sont mis en grève plutôt en fin de semaine pour bloquer toute intervention technique chez les clients dont les matériels et logiciels risquent de tomber en panne durant le week-end; sur Paris, des grèves commenceront à partir du 9 mai.

Malgré cette nouvelle liquidation annoncée, IBM, dans le monde, reste une figure phare du progrès, sa technologie gardant réponse à tout. Les managers qui auront piloté l'entreprise dans les eaux troubles du nazisme puis des délocalisations au pays des laogais resteront de véritables idoles aux yeux de cette entreprise internationale.

Aujourd'hui, que peuvent faire les IBM'ers, face à la recherche de la rentabilité maximale qui met au travail une main-d'œuvre à bas salaires des pays sous-développés ou émergents. D'ici à 2015, 450 000 emplois américains de l'industrie informatique devraient être délocalisés.

Ces salariés, formés à l'excellence, peuvent s'inquiéter d'être dépassés par la Chine ou l'Inde qui diplôment davantage d'ingénieurs chaque année que notre vieux pays où les études scientifiques ne sont plus à la mode. Que peuvent-ils faire pour innover et garder une longueur d'avance technologique, à quoi bon accepter une formation tout au long d'une vie alors que tous les métiers de l'informatique auront progressivement disparu de notre pays ?

Il leur faudra renoncer aux 35 heures, aux congés payés, à la Sécurité sociale, au Code du travail, à leurs salaires trop élevés ou trop moyens, etc. Alors, définitivement « africanisés », ils deviendront compétitifs et, d'ici 100 à 150 ans, avec un peu de chance, la multinationale de retour au pays proposera à leurs enfants¹ et petits-enfants des emplois à valeur ajoutée.

Dans peu de temps, le paupérisme nous aura tous frappés! La voie est désormais ouverte par Métaleurop, Lu, Heineken, Carrefour, Bosch, STM Micro, Daewoo, Lusstucru, Mark et Spencer et tant d'autres définitivement fermés, oubliés... M.C.

Marie-Christine milite au groupe Pierre-Besnard.

1. Un délégué syndical du site de La Gaude (Nice) est d'ailleurs en procédure disciplinaire pour avoir laissé traîner le susdit document.

La laïcité mise à mal dans les services de santé

Le 23 février 2005, le Comité laïque 1905-2005 de Seine-Maritime organisait une réunion-débat sur l'impossibilité pour le personnel hospitalier de soigner correctement des patients du fait des pressions religieuses, et ce d'autant plus que cette entrave est rarement dénoncée et pourtant bien présente encore de nos jours. Cette rencontre a eu lieu au CHU de Rouen, première étape d'une année centenaire quant à la loi de séparation des Églises et de l'État. Deux interventions ouvraient le débat : l'une sur la réalité hospitalière, dont nous retranscrivons ici les propos, l'autre sur le droit des femmes en matière d'avortement, de contraception et de prévention.

Hélène Hernandez

SANS REMONTER TRÈS LOIN dans l'histoire du système de santé en France, nous ne pouvons oublier ni les religieuses en habit et cornette ni le grand crucifix ornant quelque couloir hospitalier. Nous héritons d'un système construit au vrai sens du terme sur des bases religieuses : l'aumône et la souffrance rédemptrices ! À la fin des années 80, au cours des mouvements infirmiers et hospitaliers, les manifestantes de la Coordination infirmière scandaient dans les rues : « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes », comme pour exorciser ce qui avait édifié leur identité professionnelle de soignantes.

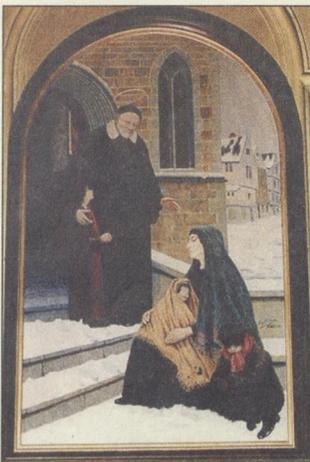
Quelques éléments puisés dans l'histoire

Sur le principe que l'œuvre de charité efface le péché et ouvre la porte du paradis, l'aumône s'accompagne le plus souvent d'une démarche toute religieuse. « Dieu doit-il être accusé d'injustice pour avoir irrégulièrement réparti les biens ? Tu es dans l'abondance, et ton voisin réduit à mendier. Pourquoi cela ? Pour que tous les deux acquiescent des mérites, toi pour une bonne gestion, lui pour une grande patience » (saint Thomas d'Aquin). Dès la fondation de l'Hôtel-Dieu, prémisses des hôpitaux, la direction en est assurée par l'évêque puis, à partir de 1006, par le chapitre de Notre-Dame. En 1505, la gestion temporelle passe à des administrateurs laïcs, mais l'évêque conserve la direction spirituelle. Les hôpitaux sont chargés de recevoir les malades, mais aussi les pauvres passants, les pèlerins, les vagabonds ; les hôpitaux généraux du XVIII^e siècle renfermeront les mendiants pour les forcer à travailler et pour les instruire dans la religion chrétienne car, sous la Renaissance, la mendicité doit disparaître du monde chrétien. D'où le devoir par le clergé de contrôler les hôpitaux et d'assister les pauvres en respec-

tant le commandement divin : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Mais, très tôt, se sont constituées dans les diocèses méridionaux (dès 1150) des institutions d'origine laïque pour subvenir aux besoins de l'assistance, preuve sans doute que l'aide organisée par le clergé manquait d'efficacité.

Jusqu'à la fin du Second Empire, l'assistance reste un problème étranger aux pouvoirs publics. Avec le développement de l'industrialisation, et ce jusqu'au début du XX^e siècle, il faut de la main-d'œuvre saine et productive. C'est l'essor du mutualisme, d'une part, et, d'autre part, d'une politique sanitaire de prévention des épidémies et de la tuberculose dans la construction des cités ouvrières. L'État peu à peu prend en charge la santé de la population : une morale laïque s'est substituée à la morale des Églises dont les dépositaires sont l'école et la médecine. Mais l'État ne s'est pas préoccupé de la situation des personnes handicapées, laissant là encore les religieux et les sectes y officier.

Aujourd'hui, dans la cour d'honneur du Centre hospitalier public Saint-Louis à Paris, flotte au vent la bannière croisée de l'ordre de Malte. Ce même ordre, militaire et soignant, gère des maisons d'accueil spécialisées et des foyers accueillant des personnes handicapées. Dans bon nombre d'hôpitaux, une chapelle ou une église trône en bonne place : affiche des offices et boîte aux lettres bien signalées dans le hall d'entrée. Sur les questions de bioéthique, c'est François Mitterrand qui mit en place le Comité consultatif national d'éthique en 1983 : les quatre plus grandes religions y sont représentées au plan national, mais aucune place pour les sans-religion, pour les athées, pour les agnostiques ou les anticléricaux. À l'échelon de l'hôpital, l'organisation des comités d'éthique procède de la même façon.





La pratique religieuse des personnes soignées

À partir du moment où l'on considère que Dieu conduit les destinées humaines, toutes les religions se rejoignent. C'est soit Dieu soit la déesse Nature qui prime sur la raison: ainsi pas de prévention, pas de soulagement de la douleur, pas de traitement palliatif, pas de corps étranger dans le corps humain, et cette notion de pur et d'impur qui s'applique spécialement aux femmes du fait de leurs menstrues.

Ainsi, les catholiques intégristes sont contre la contraception, contre l'avortement, contre les procréations médicalement assistées. Et ils alimentent les commandos anti-IVG depuis 1990 pour s'opposer à la pratique légale. Et c'est le pape qui annonçait depuis des années contre la prévention du sida et qui récemment comparait l'avortement à la Shoah. Le même discours depuis des millénaires pour que les femmes soient soumises à la loi et au bon vouloir des hommes, et entravées par des maternités non désirées.

Quant aux témoins de Jéhovah, ils refusent toute transfusion. Le Collège national des gynécologues et obstétriciens français s'est alarmé de l'ordonnance du tribunal administratif de Lille du 25 août 2002 sanctionnant la transfusion sanguine d'une patiente témoin de Jéhovah. En effet, le retard à la mise en route des traitements de l'hémorragie – incluant la transfusion – est le principal facteur de risque d'une évolution fatale, l'hémorragie lors de l'accouchement est la première cause de mortalité maternelle: le risque de décès maternel est multiplié par 44 chez les femmes témoins de Jéhovah en l'absence de transfusion.

Pour les musulmans, outre la prière menée cinq fois par jour et pour laquelle il convient d'arranger les chambres de l'hôpital, il faut parfois convaincre certains patients de

s'abstenir du jeûne du ramadan du fait de leur fragilité. Chez les fondamentalistes, les femmes musulmanes ne peuvent être examinées que par du personnel féminin. Une de mes amies infirmières relatait qu'elle avait été réquisitionnée du fin fond de l'hôpital pour une piqûre chez une femme dont le mari interdisait à tout homme (médecin ou infirmier) d'approcher.

Mais c'est aussi le refus de césarienne au motif que cela peut entraîner une baisse du nombre de grossesses. De même, la ligature des trompes est honnie alors que les gynécologues-obstétriciens sont sollicités pour des certificats de virginité ou pour des réfections d'hymen.

Dans le cas de la religion juive, rappelons que les menstrues sont symbole d'impureté. Une femme, même malade, ne peut être aidée par son mari si elle a un malaise. Ce dernier ne peut la secourir, celle-ci étant considérée comme impure.

Dans le livre de la Genèse, le seigneur dit à la femme: « Je rendrai tes grossesses pénibles, tu souffriras pour mettre au monde tes enfants. »

Comme les musulmans, les juifs, bien sûr, ne mangent pas de porc. Les uns mangent allal, les autres kasher. Le service des repas doit en tenir compte comme pour tous les autres régimes alimentaires mais, en outre, les couverts de service ne doivent pas avoir touché du porc. Pour les plus stricts, les couverts et l'assiette ne doivent pas être souillés par de la nourriture non kasher. Ainsi les familles juives apportent elles-mêmes le repas et le couvert kasher à la personne soignée. Si bien que le service hôtelier doit être organisé en conséquence, tout en obéissant à des règles d'hygiène de plus en plus strictes. La quadrature du cercle dans certaines situations!

Pour les adeptes de l'hindouisme, l'examen clinique doit se faire au travers des vêtements et éviter tout déshabillage.

Comment agir en tant que soignants ?

Il est des situations difficiles: comment concilier les droits des personnes soignées et ses valeurs, son éthique en tant que personnel de santé ?

Que font les syndicalistes et les politiques pour préserver des religions les établissements de soins? Ce serait des questions à envisager dans les structures scolaires et non pas à l'hôpital? La loi du 4 mars 2002 stipule des droits des patients à respecter: d'un côté, le respect des décisions du patient; de l'autre, le risque de mort dans certains cas!

De même, d'un côté, la clause de conscience; de l'autre, le droit à l'avortement! Et les lois de bioéthique? Et le Comité consultatif national d'éthique? Et les sectes? Et les intégristes et fondamentalistes? Et l'organisation de l'espace, des soins, des repas, etc.?

N'avons-nous pas à rappeler que l'objet de l'hôpital et des services de santé, c'est de proposer de soigner avant tout. Chacun peut refuser ou négocier les soins, mais personne n'a le droit d'abuser de la fragilité des personnes soignées pour imposer des choix religieux, pas plus que d'obliger les professionnels de santé à appliquer des contraintes religieuses. **H H**

Hélène Hernandez milite au groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste



Bibliographie:

– Gueslin A. et Guillaume P. (dir.), *De la charité médiévale à la Sécurité sociale*, Paris, Les Éditions ouvrières, coll. Patrimoine, 1992.

– Tincq H., « Jean-Paul II compare avortement, nazisme et communisme », in *le Monde*, 24 janvier 2005.

– Carbonne B., Communiqué de presse. « Transfusion des témoins de Jéhovah », 12 septembre 2002 (Secrétaire général du Collège national des gynécologues et obstétriciens français).

– Lansac J., Blanc B., Carbonne B., Monnier-Barbarino P., Belaisch-Allart J., « Laiques et fiers de l'être », in *Libération*, Rebonds, 22 avril 2004.

– Bezeccourt J., « La religion contre les femmes », <http://www.theism.org>

– Moreau D., « Entre charria et laïcité, l'hôpital public en résistance? », in *Soins Cadres*, n° 53, février 2005, p. 32.

– Revue *Sciences humaines*, « La religion, un enjeu pour les sociétés », Hors-série, n° 41, juin-juillet-août 2003.

Russie

Le sida : pire que la catastrophe, sa négation



Patrick Schindler

LA SITUATION DÉSESPÉRÉE des séropositifs russes fait l'objet de rares brèves dans la presse hexagonale. Sur place, au sein d'une situation dramatique et souvent niée, quelques associations d'activistes essaient de se débrouiller avec les moyens du bord et la bonne volonté de militants anarchistes et écologistes. C'est le cas de FrontAids qui, en visite à Paris, a demandé à deux militants d'Act-UP de les accompagner à Saint-Petersbourg, afin de constater l'étendue des dégâts et diffuser au retour ses revendications, ses espoirs et son combat au quotidien.

FrontAids se bat contre le rejet et la stigmatisation des séropositifs et aide, avec la complicité d'une poignée de libertaires et alternatifs, les usagers de drogue auxquels la fédération russe ne reconnaît aucun droit et surtout pas celui d'être soigné. L'association assure également des rencontres et un travail de prévention chez les gays. En effet, aucune association n'existe, tandis que les homosexuels pratiquent un déni total d'une maladie considérée comme réservée aux toxicos et qu'aucune campagne d'information ne combat ces préjugés. De plus, les préservatifs fiables sont pratiquement inabornables. Selon l'Onusida, en Russie, la propagation de l'épidémie est fulgurante, avec environ 2 millions de personnes séropositives. Et on pourrait atteindre les 5 millions à l'horizon 2007. La mortalité liée à la maladie n'est pas prise en compte dans les statistiques officielles. Elle est attribuée à la tuberculose, responsable de 30 000 décès annuels, sans savoir si sa progression a un lien avec celle du sida. De plus, le dépistage volontaire et anonyme n'existe pratiquement pas : on ne compte que deux centres gratuits à Saint-Petersbourg, la seconde ville du pays. La loi russe impose le dépistage aux donneurs de sang et aux professionnels de santé exposés aux risques, mais, dans la pratique, les femmes enceintes et les personnes hospitalisées sont également testées, souvent sans leur consentement. Il faut dire que le sida a tendance à être nié, dans ce pays où la maladie est considérée comme touchant uniquement les « populations à risque ».

Le sida peut-il s'attraper en partageant une cigarette ?

Les connaissances de la population en matière de VIH/sida sont pratiquement nulles, avec un budget 2004 alloué à la prévention de 1 million d'euros. Une enquête récente révèle que un tiers des Russes interrogés pense que le préservatif n'est pas fiable, 48 % que la maladie se transmet par un baiser, 56 % par des piqûres d'insecte et 30 % en partageant une cigarette ! 40 % d'entre eux se déclarent pour l'exclusion d'un enseignant séropositif et 10 % éviteraient d'entrer dans un magasin tenu par une personne infectée. La méconnaissance générale du virus, y compris par la majorité des médecins, est un terrain favorable à toutes les discriminations. En 2003, un sondage effectué auprès de 470 séropositifs révélait que 44 % d'entre eux avaient été victimes de pressions de la part des équipes médicales, pour qu'ils donnent des informations sur leurs partenaires sexuels ou des usagers de drogue de leur connaissance. 30 % ont été exclus des soins pour leur statut sérologique et 10 % renvoyés de leur travail après la révélation de leur séropositivité.

Un accès aux traitements très limité et une sélection autoritaire

Les médicaments anti-VIH et soins palliatifs n'existent pas dans un pays pourtant assez riche pour faire partie du G8, tandis que les antibiotiques ne sont pas adaptés aux multi-résistances. En 2004, à Saint-Petersbourg, seulement 900 personnes ont bénéficié de traitements dignes de ce nom grâce notamment au Fonds mondial, sur une population totale contaminée estimée au centuple. Une autre solution consiste à acheter les traitements, mais une trithérapie coûte 12 000 dollars par an, un prix inaccessible. Pourtant, depuis 2001, le gouvernement promet d'enregistrer certains médicaments génériques pour les faire baisser à 700 dollars, mais ces bonnes intentions, qui n'ont jamais été suivies d'effet, ne sont pas sans rappeler les 700 millions « promis jurés » par Chirac pour subventionner le Fonds mondial. En attendant,



depuis quatre ans, combien de personnes séropositives sont déjà mortes Russie? Pour avoir un accès gratuit aux médicaments, il faut être inscrit depuis au moins six ans sur le fichier du service sida de la ville, puis sélectionné par un comité composé d'institutionnels choisissant « les malades dignes d'être traités »! Les usagers de drogue, les alcooliques et SDF sont exclus d'office, considérés comme incapables de suivre normalement un traitement. Se faire soigner en ville est pratiquement impossible pour eux, dans la mesure où leur dossier médical les stigmatise.

Plus de 15 % des personnes séropositives sont des détenus, en majorité des hommes, ne bénéficiant d'aucun suivi médical, en dehors du test de dépistage à leur entrée en prison.

Après des années de lutte, l'association Imena+ a obtenu un droit de visite dans les pénitenciers pour pratiquer la prévention et a constaté les conditions dramatiques de détention dans des établissements corrompus.

Les malades hommes et femmes doivent subir quotidiennement les violences, les brimades et la surpopulation : six détenus par cellule en moyenne. De plus, les ex-détenus ignorant la nécessité d'un suivi médical et parfois l'existence même de traitements, retrouvent à leur sortie une pratique d'injection et peuvent, par ignorance, contaminer d'autres personnes en partageant leurs seringues.

Les enfants séropositifs sont traités, mais pas leurs mères

Les jeunes mères séropositives sont également discriminées, même si, en 2004, 1000 femmes enceintes ont été traitées préventivement au moment de l'accouchement par AZT, afin d'éviter la transmission du virus à l'enfant.

En revanche, les mères ne reçoivent que ce seul traitement ; et leurs enfants, qu'ils soient séronégatifs ou séropositifs portent un ruban rouge et sont fichés ; leurs dossiers médicaux sont exigés pour obtenir une place en crèche où ils sont en général refusés, tandis que leurs mères sont condamnées à perdre leur activité professionnelle.

Ailleurs, à Moscou et en Sibérie, des associations tentent de s'organiser indépendamment des structures officielles souvent soudoyées qui, pour attirer les subventions des organisations internationales, embaucent et exploitent des activistes « faire-valoir ».

Pour éviter ces pièges, l'association indépendante Initiative sibérienne tente d'obtenir directement de l'aide et des traitements, mais, à ce jour, elle n'a même pas les moyens de s'offrir une ligne téléphonique! C'est pourquoi ces structures militantes lancent un appel de solidarité aux pays privilégiés d'Europe occidentale: « Si vous voulez vraiment nous aider, ne vous contentez pas d'écrire des reportages, mais travaillez avec nous et partagez vos acquis et savoir-faire! »

P. S.

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Un manifeste matérialiste en un temps pénible de papolâtrie galopante

Marc Silberstein



LES MATÉRIALISMES (et leurs détracteurs), un livre de 792 pages!! Un titre et une taille qui peuvent déconcerter... Mais, un tel livre collectif sur le matérialisme, la science, la philosophie est à lire selon un découpage thématique qui facilite l'accès aux 35 articles, distribués dans deux parties:

1. Les matérialismes: une sorte de panorama (bien entendu non exhaustif) du matérialisme en philosophie et en sciences (physique des particules et cosmologie, biologie de l'évolution, biologie du cerveau-esprit/sciences cognitives, sciences humaines et sociales; le rapport de continuité qu'entretiennent ces trois derniers domaines).
2. Les détracteurs du matérialisme: des exemples d'impostures intellectuelles, de tentatives d'annexion de la science par la religion, bref des cas concrets et descriptifs de mépris du matérialisme.

La première partie montre que le (notre) matérialisme est une sorte d'école méthod(olog)ique du doute et de la modestie face à la profusion du monde à connaître, en revendiquant l'usage de la seule puissance de la raison. Le monde, naturel et réel (existant hors de notre esprit), est à connaître sans aucun recours aux entités surnaturelles. Dans le camp adverse, nous voyons les certitudes assénées par les spiritualistes: le matérialisme est caduc, à ranger au mieux sur les rayonnages du musée de l'histoire des idées, au pire à vider dans l'égoût... Force est de constater que cette agressivité à l'encontre de cette conception du monde donne d'exécrables fruits, faussement savoureux et attirants, largement offerts au regard de tous sur les étals croulants des marchands d'illusions. L'un d'eux, Jean-Paul II, vient de mourir et nous avons vu des millions

de fidèles « agenouillistes » clamer à l'unisson fanatique ce que professe l'Église catholique, dans le tréfonds de son dogme, à savoir que le corps de cet homme deviendra poussière mais que son âme s'élèvera dans les cieux, pour l'éternité. Voilà la première et la plus puissante des doctrines antimatérialistes. Les milliards de monothéistes (l'islam et le judaïsme sont, sous cet aspect crucial, équivalents) qui croient cela sont donc, de fait, des antimatérialistes.

Monothéismes et spiritualités de toutes sortes vouent aux gémonies le matérialisme (qui, il est vrai, le leur rend bien, mais, en comparaison, avec quels moyens dérisoires, financièrement et numériquement parlant...).

Pourquoi ce front commun ? Le matérialisme constate que le monde n'est pas harmonieux, qu'il n'est pas le produit d'un dessin divin, qu'il est gros de malheurs et de catastrophes justement parce qu'il est naturel et non pas surnaturel. Et ce que nous savons de lui, nous le savons petit à petit, au prix d'un travail acharné, là où les religions offrent des réponses toutes faites, des réponses « révélées » (dans leurs livres réputés « saints »), des possibilités de passer outre les lois de la nature grâce aux miracles, d'impenétrables volontés divines qui rendent tous les espoirs envisageables, y compris celui d'un au-delà du monde où règnent félicité et bien-être éternels (à condition d'y être admis...). Le combat est inégal, avouons-le. Le matérialisme est donc une conception du monde extrêmement minoritaire, même si, de fait, la science travaille en appliquant des règles méthodologiques relevant du matérialisme.

Impossible ici de résumer toutes les contributions. Celle-ci est exemplaire. G. Lecointre montre comment une nouvelle forme, pseudo savante, d'antidarwinisme s'est durablement installée aux États-Unis, l'Intelligent Design. Qui dit antidarwinisme dit antimatérialisme. Pour ces fondamentalistes protestants, la boucle est bouclée. À leurs yeux, le monde est harmonieux, parfaitement ordonné (ce qui, nous l'avons vu, est une prémisse fautive).

D'où peut venir un tel ordre, une telle perfection ? Sûrement pas du « hasard », comme le pense le darwinisme (qui ne voit ni harmonie ni perfection dans le monde, mais des adaptations transitoires, partielles, dynamiques), mais d'un « designer » intelligent et prévoyant, autant dire Dieu. Tout cela n'est qu'une resucée de la croyance en un geste



divin et créateur, aussi grotesque que la lecture littérale de la Bible, mais bien dans l'air du temps, se parant des apparences de la science pour mieux la trahir.

Pire, ces créationnistes d'un nouveau genre se servent de tels « travaux » pour promouvoir des idées sociales et politiques odieusement réactionnaires. L'homosexualité et le droit à l'avortement sont leurs cibles favorites. Rien d'étonnant alors que ce courant soit grassement financé par les néoconservateurs proches de Bush. Rien d'étonnant non plus que nous nous préoccupions vigoureusement de dénoncer de telles saloperies, car notre conception théorique du matérialisme ne peut être découplée d'un combat politique et éthique visant à contrer les pseudo-arguments des bonimenteurs que l'on retrouve dans la « sainte alliance » du capitalisme et du christianisme.

De même, nous dénonçons avec la même rigueur et virulence – ce qu'une portion de la « gauche de la gauche », dorénavant, se refuse de faire... – les collusions entre la partie dominante de l'islam et d'innombrables courants antiscientifiques, antirationalistes, qui rejettent « l'Occident », comme s'il s'agissait d'une entité homogène, au nom d'un impérialisme culturel fantasmé de l'Occident sur des modes de pensée jugés tout à fait dignes, bien que guère plus respectueux des libertés individuelles que leurs équivalents chrétiens.

C'est dans l'épilogue que nous développons ces idées, sur la vocation « politique », « citoyenne » d'une conception matérialiste du monde.

Pour conclure, je voudrais dire ceci, qui me touche beaucoup, et qu'exprimeraient sans doute les principaux protagonistes de

cette aventure intellectuelle et fraternelle : depuis la sortie du livre, fin novembre 2004, ceux dont l'estime et l'admiration face à ce travail, et ses prolongements, sont le plus manifestement attestées, ce sont principalement des représentants des forces progressistes qui n'ont pas renoncé, comme certains, malheureusement, au combat en faveur de la raison, de l'émancipation de l'humanité par la connaissance et de la désaliénation vis-à-vis des croyances en un ici-bas où règnent l'exploitation de l'Homme par l'Homme et en un au-delà où les peines et souffrances du bas monde seront négligeables. Il s'agit notamment des libertaires, des anarchistes, qui nous invitent dans leurs journaux, à leur radio, à des débats, à des rencontres.

Est-il encore utile d'affirmer qu'un matérialiste cohérent ne se satisfait de produire de la connaissance que s'il rencontre un semblable avec qui la partager ? **M. S.**

Marc Silberstein est président de l'Association pour les études matérialistes (<http://jerome-segal.de/Assomat>).

1. Jean Dubessy, Guillaume Lecointre et Marc Silberstein (dir.), Paris, éd. Syllepse (www.syllepse.net), 33 euros. Disponible notamment à Publico.

Le premier mai rouge et noir dans le monde



Chili



Lyon



Espagne



Valladolid



Russie



Paris



Nouvelle-Zélande



Auckland



Valence



Allemagne

France
Allemagne



Hambourg



V^{8 mai 1945}ictoire !

**Victoire sur le nazisme, certes,
victoire pour la liberté, oui, mais pas pour tous.**

APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE, la France est dirigée par des gouvernements d'union nationale, auxquels participent les principaux acteurs de la Résistance, socialistes et Parti communiste compris. Les habitants des colonies françaises qui ont permis à la France d'être en 1945 dans le camp des vainqueurs attendent que le colonisateur tienne ses promesses. Les déclarations du général de Gaulle à Brazzaville le 30 janvier 1944 annoncent alors une rupture avec le colonialisme :

« En Afrique française [...] comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas, moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi. »

Les nationalistes ont également en mémoire la conférence de San Francisco¹ qui vient de s'ouvrir, et où les alliés ont réaffirmé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Partout, les colonisés ayant séjourné en métropole comme soldats ou travailleurs ont porté leur attention sur des faits sociaux qui passaient inaperçus aux yeux de leurs parents. Ils font des comparaisons entre leur situation et celle des Européens, qu'ils jugent privilégiés.

Partout, les gens s'organisent. Partout le pouvoir colonisateur réagit criminellement. C'est l'époque des massacres.

Le massacre de Sétif le 8 mai 1945, le bombardement de Haiphong en 1946 puis la répression de l'insurrection malgache en 1947, ne produisent que peu de réactions en métropole y compris à gauche où socialistes et communistes au pouvoir se taisent et ne lèvent pas le petit doigt pour arrêter les exécutions.

Soixante ans après, la France continue à considérer l'Afrique occidentale comme sa propriété.

Si tous les pays de cette région ont conquis leur indépendance, l'armée française reste présente dans nombre d'entre eux. Mais le vent a tourné. La chute du mur de Berlin qui symbolise la disparition du communisme soviétique change la donne aussi en Afrique.

On assiste en 1990 à la chute de l'« Apartheid » et, dans les années qui suivent, l'Afrique du Sud, auréolée de ce succès comme de la résolution des problèmes qui suivent (place des Blancs et des Zoulous) va jouer un rôle considérable sur ce continent.

Il ne s'agit pas de considérer cette évolution favorablement mais de prendre conscience des changements en cours dans cette partie du monde, c'est pourquoi nous publions une interview d'un ami africain très au fait des changements en cours dans cette partie du monde. Réalisée avant les événements togolais, elle éclaircit aussi ce qui se passe là.

Groupe Juillet 1936, Strasbourg

1. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France de la Libération, cofondatrice de l'ONU, proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et fait savoir que le système colonial qu'elle a mis en place a vécu.

« Victoire ! », pour tout le monde ?

« Je suis né d'une mère folle.
Très géniale, elle était généreuse, simple.
Et des perles coulaient de ses lèvres.
Je les ai recueillies sans savoir leur valeur.
Après les massacres de 1945, je l'ai vue devenir folle.
Elle est la source de Tout. »

Kateb Yacine



IL AURA FALLU soixante longues années pour que le pouvoir français reconnaisse par la voix de son ambassadeur qu'il y eut des massacres à Sétif, le 8 mai 1945, et que cela avait été une tragédie inexcusable. Que s'était-il passé ? Une manifestation avait été organisée pour célébrer la fin de la guerre et la victoire sur le nazisme. Une guerre où beaucoup d'Algériens étaient morts, une guerre d'où ceux qui en étaient revenus (150 000 mobilisés) pensaient qu'il devait en ressortir un mieux pour leur pays.

Les nationalistes algériens du PPA (Parti du peuple algérien, interdit) de Messali Hadj (en résidence surveillée) et des AML (Amis du manifeste et de la liberté) de Ferhat Abbas organisent un défilé pour célébrer la chute de l'Allemagne nazie. Les drapeaux alliés sont en tête. Soudain, pancartes et drapeau algérien sont déployés. Les pancartes portent les slogans : « Libérez Messali ! », « Vive l'Algérie libre et indépendante ! », « À bas le fascisme et le colonialisme ! ». Un homme, Bouzid Saa,

refuse de baisser le drapeau algérien qu'il porte; il est abattu par un policier. Cela déclenche l'émeute, la foule s'attaque aux Européens, cent trois sont tués.

La répression va être d'une brutalité extrême, disproportionnée, mais sans doute à la mesure de la hantise du gouvernement général et des Européens d'Algérie d'assister au prélude d'un soulèvement général. Avec l'assentiment de Paris et l'assistance de groupes d'autodéfense de colons, l'armée mène la contre-attaque. La marine tire à partir de la côte tandis que l'aviation bombarde et mitraille les villages.

De nombreuses exécutions sommaires se produisent, en particulier dans la ville de Guelma, où la manifestation pacifique organisée le même jour par les militants nationalistes locaux, drapeaux algériens et alliés en tête, est arrêtée par le sous-préfet Achiary. La police tire sur le cortège: quatre morts algériens (aucun européen). Achiary décrète le couvre-feu, et fait armer la milice des colons. Cette milice se livre à un véritable pogrom contre la population dite musulmane. Plusieurs centaines d'habitants de Guelma furent fusillés sans jugement. La « pacification » – expression en vigueur dans l'armée française – ne prendra fin que le 22 mai.

Voici ce que rapporte le général Tubert chargé d'une mission sur ces massacres:

« La raison d'état, la commodité d'une répression aveugle et massive permettant de châtier quelques coupables parmi les milliers d'innocents massacrés, l'immunité administrative de "fait", couvrant par exemple, le sous-préfet de Guelma, qui fit délibérément et sans excuse arrêter et fusiller, sans autre forme de procès, des musulmans de la ville dont les familles réclament encore en vain une enquête, un jugement ou même une simple explication. » (cité par Benjamin Stora)

Cette mission prendra fin huit jours après avoir commencé, sur l'ordre direct du général de Gaulle. Le nombre de morts est difficile à évaluer. Du côté du pouvoir, il est chiffré selon les sources entre 1160 et 15000 (rapport du général Tubert). Longtemps, on parlera dans les milieux d'opposition de 45 000 tués. C'est une comptabilité macabre qui ne fait rien d'autre qu'ajouter à l'horreur et à l'injustice. Ce qui est certain, c'est que ce fut le début de ce que longtemps par hypocrisie on appela « les événements d'Algérie » mais qui fut une véritable guerre dont les effets se font toujours sentir aujourd'hui en France, dans les banlieues ou dans les camps de Harkis.

On aurait pu espérer que ce qui s'était passé serve de leçon au pouvoir français pour mieux résoudre la question coloniale, mais il n'en sera rien.

Au Vietnam, Ho Chi Minh vient de prendre le pouvoir à Hanoi, et demande des négociations. La réponse qui lui est faite, prenant le pré-

texte d'un accrochage bénin, intervient sous la forme du bombardement du port de Haiphong. L'amiral commandant la flotte estime à 6000 le nombre de morts. Ce bombardement a lieu le 23 novembre 1946, il marque le début de la guerre d'Indochine. Six mois plus tard, à un autre bout de l'empire colonial français, la révolte gronde.

Madagascar se révolte. Ayant compris qu'il était vain d'attendre quoi que ce soit du pouvoir parisien, des insurgés attaquent une caserne dans la nuit du 29 mars 1947 pour s'emparer des armes.

Le Monde diplomatique reproduit dans un article de mars 1997 cette déclaration du principal chef de l'insurrection:

« Mes ancêtres étaient morts pendant l'occupation française, fusillés par les Sénégalais. Je devais lutter pour venger mon père. J'étais en colère. Je disais: nous, sommes allés en France; nous avons combattu les Allemands, défendu la France, pays des Français... Pourquoi ne défendons-nous pas notre patrie? Levons-nous! Abolissons les travaux forcés! »

Cette attaque échoue. L'armée française va commencer la répression en incendiant les villages voisins.

À Paris, sur ordre du ministre des Colonies du cabinet Ramadier, le socialiste Marius Moutet, des renforts sont envoyés dans la région pour une opération punitive.

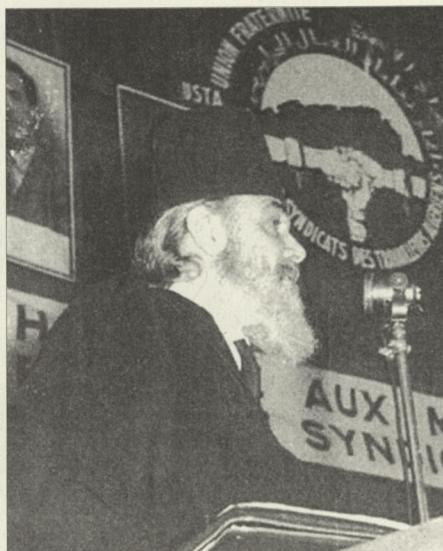
La répression peut commencer. Comme pour l'Algérie, il est difficile de chiffrer le nombre de ceux qui vont perdre la vie, de 40 à 80 000, peut-être. Le haut-commissaire à Madagascar de l'époque, de Chevigné, indiquera à l'Assemblée nationale, une fourchette plus large: entre 90 000 et 100 000.

Quand on sait que la population de Madagascar à cette époque avoisine les quatre millions, on peut voir les ravages à long terme que cela va créer, on peut imaginer le traumatisme de la population malgache.

Mais, comme partout, il faut extirper le mauvais grain. Trois députés malgaches représentaient la Grande Île au Parlement français. Ils étaient les représentants d'un parti local, indépendantiste modéré. Raseta, Ravoahangy et Rabemananjara sont arrêtés, jugés pour complot contre la France et condamnés à mort.

À ce propos, voici les informations tirées d'un ouvrage universitaire:

« Reste un dernier volet: les procès (et



non le seul procès des parlementaires), les prolongements de la répression, qui durent jusqu'en 1957.

Le procès des parlementaires est, bien entendu, une machinerie politique destinée à casser l'énorme popularité et la légitimité reconnue des trois députés. On peut douter que la sentence de mort ait été d'emblée envisagée sans être assortie, in petto, de sa réduction. La Sûreté avait en main de terribles aveux et des dénonciations mutuelles qui mettaient hors jeu, pour des années, auprès des anciens du Mouvement démocratique de la rénovation malgache, les députés arrêtés, les condamnant à une "mort sociale et politique". L'issue du procès (des peines de mort commuées) est la seule différence notable avec les procès dits staliniens qui décimèrent une partie des cadres des partis communistes d'Europe centrale.

Même procédure d'interrogatoires isolés, accompagnés de tortures aux traces peu visibles, même terreur suscitée chez les inculpés, même travail sur les aveux et déclarations de repentance extorquées et confrontation finale sur les aveux. Même inutilité de ces procédures sur le strict plan de l'information judiciaire, car les services de la Sûreté savaient tout des plans d'insurrection avant même que celle-ci ait éclaté, ainsi que le prouvent des papiers signés de son responsable, Baron, aussi bien dans les archives de Tananarive que dans celles de Vincennes. » Le soulèvement de 1947, François Raison-Jourde, Paris VII.

Il n'y a toujours pas eu d'ambassadeur français pour regretter ces événements. Peut-être cela arrivera-t-il pour le soixantième anniversaire...

Groupe Juillet 1936, Strasbourg

La Côte d'Ivoire est en Afrique

Voici une information qui semble aller de soi et être inutile. Pourtant, c'est dans la simplicité de cette affirmation qu'il faut aller chercher la compréhension de ce qui s'y passe. J'ai demandé à un Africain, Muambi Maï, de me livrer ses impressions sur la situation en Côte d'Ivoire. Comme on pourra s'en rendre compte dans le texte, ses analyses sont bien particulières.

Propos recueillis
par Pierre Sommer

Pierre: L'analyse classique est de présenter le conflit en Côte d'Ivoire comme un problème essentiellement politique, c'est-à-dire un problème de nationalité et d'élections. Ces éléments relèvent d'une vision formaliste, démocratique, mais y a-t-il une analyse qui prenne en compte des éléments plus « africains » ?

Muambi Maï: Problème politique, c'est bien probable. Mais, pour bien le comprendre, il faudrait peut-être s'interroger sur l'origine du conflit en Côte d'Ivoire? Depuis quand date-il? A-t-on déjà oublié ce qui s'est passé après la mort du président Houphouët-Boigny en 1993? Qui était au pouvoir à ce moment-là? Il y avait Houphouët-Boigny comme président et Alassane Ouattara comme Premier ministre depuis trois ans. Henri Konan Bédié était le président du Parlement. Le conflit ne démarrait-il pas entre les deux personnalités de Côte d'Ivoire, les survivants d'Houphouët-Boigny? La Constitution prévoyait que le successeur direct soit le président du parlement en attendant les élections. Le Premier ministre lui pensait que c'était sa place. Aux yeux de Konan Bédié et de natifs ivoiriens, Ouattara n'était-il pas un étranger à leur pays? Était-il normal de le laisser se présenter à l'élection présidentielle ivoirienne? Pour les natifs du pays, Ouattara est un étranger et, à ce titre, il ne pouvait pas devenir le président de leur pays. Était ainsi né, du moins en public, le concept d'« ivoirité ». Devenu président du pays conformément à leur Constitution, Konan Bédié s'appuya sur le concept d'ivoirité pour empêcher Ouattara de se présenter aux élections. Ce qui provoqua le mécontentement d'Ouattara ainsi que les troubles sociaux qui s'ensuivirent. L'élection présidentielle de 1990 eut tout de même lieu, en opposant les candidats de droite au candidat de l'opposition, Gbagbo, un socialiste. Ce dernier a été battu par la droite.

Profitant du conflit entre Ouattara, l'ancien Premier ministre et le président élu, Konan Bédié, un groupe de mutins se révolta ouvrant la porte à l'armée qui intervient et prend le pouvoir fin 1999. C'est de fait un coup d'État. À son tour, au lieu de remettre le

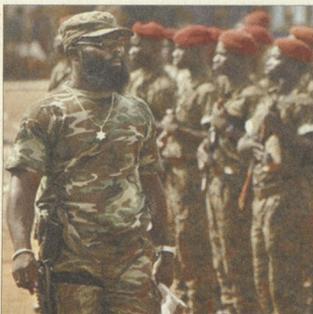
pouvoir à Ouattara, l'armée réinstaura le critère d'ivoirité comme condition pour se présenter aux élections présidentielles. Entre-temps, Gbagbo était en prison.

Sous la pression internationale, les militaires font des élections: ne restent en ligne que Gbagbo et les militaires. Gbagbo gagne ces élections, légalement. Mais Ouattara, toujours sur la touche, se considère victime d'une machination.

Quand Gbagbo arrive, le PS est au pouvoir en France; les socialistes traitent la crise ivoirienne à leur manière, sans éviter les troubles en Côte d'Ivoire à 100 %. Dans cette période, alors qu'Ouattara trouve exil au Gabon tandis que ses partisans restent sur place en Côte d'Ivoire. Puis, en France les socialistes perdent les élections et laissent Gbagbo avec ses opposants du Nord. Ce petit rappel présente l'avantage de montrer que le problème de l'ivoirité est né après la mort d'Houphouët-Boigny et qu'Ouattara pose un problème certain, pas tant l'homme que son origine.

Pierre: Ce concept d'ivoirité semble entraîner un certain nombre de questions.

Muambi Maï: Effectivement. Elles sont de plusieurs ordres. D'abord, pourquoi ce concept d'ivoirité se pose-t-il? Il peut y avoir un problème de voisinage entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso d'où Ouattara et ses partisans seraient originaires. Mais depuis quand les ancêtres d'Ouattara et ceux de ses partisans sont-ils entrés en Côte d'Ivoire? Là encore, il y a des mystères. Toutefois, le Burkina fait partie du Sahel, région pauvre, en difficulté économique réelle. On ne peut pas laisser de côté l'histoire et attribuer l'émigration vers la côte seulement à des raisons économiques. Il y a une question tribale, devient-on tribalement ivoirien après avoir émigré du Burkina Faso; et une autre religieuse, les uns ne sont-ils pas en majorité musulmans et les autres chrétiens, avec une touche animiste? On touche là à un vieux problème exprimé dans ce dicton africain: « Le caïman peut rester dans l'eau aussi longtemps qu'il veut. Il ne deviendra jamais un crocodile. »



Pierre: Pourquoi le problème ne se pose-t-il pas avec les populations voisines du Ghana qui ont émigré aussi en Côte d'Ivoire?

Muambi Maï: Économiquement, le Ghana est bien loti. En plus, c'est un pays anglophone. Ce qui n'est pas la situation du Burkina Faso, un pays enclavé.

Pierre: Les rumeurs en France prétendent que les Ivoiriens maltraitent les Burkinabé émigrés, et les Ivoiriens prétendent que la France arme les Burkinabé contre eux.

Muambi Maï: Cette question dépasse le cadre de mes impressions sur la crise ivoirienne. À ma connaissance, le conflit entre les Ivoiriens et leurs frères du Nord remonterait aux temps précoloniaux. N'oublions pas l'impact de la civilisation Mossi dans la région depuis une époque immémoriale. Trois questions se posent: la légende des Mossi hanterait-elle encore les esprits, la personnalité du président burkinabé jouerait-elle un rôle dans tout cela et, ce qu'en pensent les Ivoiriens actuels, personne ne le sait.

Pierre: On constate donc qu'il y a un impact de la tradition dans ce conflit.

Muambi Maï: Peut-être le pouvoir en Afrique comporte-t-il toujours une connotation tribale à laquelle l'opinion internationale est moins sensible. Mythes et traditions, au-delà de la démocratie, n'auraient-ils pas un mot au chapitre lors de l'alternance du pouvoir? Cela entraîne encore une série de questions: pourquoi est-on de telle tribu ou de telle autre? Que font les notables des pays africains? Ne sont-ils là que pour trancher les palabres en dessous du baobab, et de quels palabres s'agit-il alors?

Pierre: On vient de parler de tribus, mais où en est-on avec le panafricanisme?

Muambi Maï: Initialement, cette idée avait pris une dimension politique, incarnée par des leaders comme Nkrumah ou Sékou Touré. Aujourd'hui, c'est devenu un signe d'identité africaine. Il s'incarne dans le concept d'africanité.

Pierre: On voit bien que l'on est dans un problème africain, mais que vient faire Mbecki dans cette histoire dans la mesure où son pays est très loin de là et que le voisin nigérien n'est pas intervenu?

Muambi Maï: Que sait-on exactement de l'intervention du Nigeria et même du Ghana? Croit-on qu'ils vivent cette crise les bras croisés? Il suffit de voir la composition de la force d'intervention de l'ONU. Sous un commandement militaire sénégalais, il y a des contingents de soldats de tous les pays environnants. Ces pays ne restent pas indifférents. Au-delà



des tribus qui se battent à l'instar des enfants d'une famille, il y a la fraternité en Afrique. D'ailleurs, les grands ensembles se font aussi en Afrique comme partout ailleurs, et ce en dépit des conflits, souvent regrettables. Aujourd'hui, quatre entités émergent, péniblement, certes, mais se font voir tout de même. La partie occidentale du Sénégal au Nigeria, avec le pôle de l'ancien pouvoir tribal du Bénin (Nigeria-Ghana). La deuxième entité comprend l'Afrique centrale, le Congo, l'Angola, le Mozambique, le Kenya et descend jusqu'au sud avec l'Afrique du Sud qui en est économiquement et politiquement le pivot. Il y a, au-delà du conflit Hutu/Tutsi, l'Afrique des lacs, Burundi, Ouganda, Ruanda, voire la Somalie où beaucoup de choses bougent subtilement.

Quant au reste, Soudan, Éthiopie et Tchad, une influence arabo-africaine y est bien prédominante. Dans le cadre de cette répartition, on a d'abord tenté de résoudre le problème de la Côte d'Ivoire en Afrique occidentale; et le Nigeria, même le Sénégal et les autres ont fait de leur mieux. Mais il y avait beaucoup à faire. Et l'intervention d'un homme avisé qui a connu les problèmes du même genre était nécessaire. Thabo Mbecki n'en est-il pas un, si on sait ce qu'il en fit en Afrique du Sud pour partager le pouvoir avec les Zoulous comme avec les Blancs après l'Apartheid?

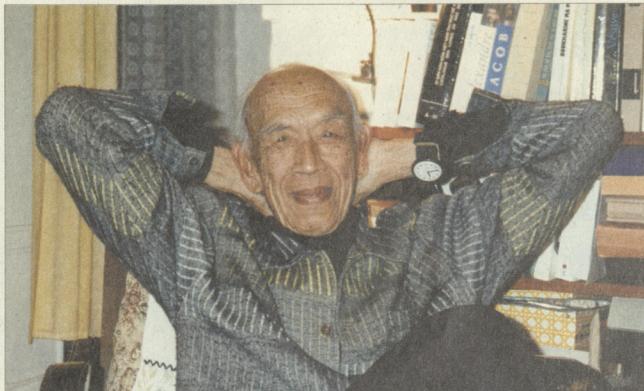
Pierre: Mais qui est Mbecki?

Muambi Maï: C'est le successeur de Mandela. Il a été président de l'ANC. Il a une grande expérience des problèmes des autochtones et il dirige un pays puissant. Économiquement, la place qu'occupe l'Afrique du Sud n'est pas négligeable sur le continent noir. Comme en Europe avec la chute du mur de Berlin, l'histoire en Afrique redémarre avec la chute de l'Apartheid. Les dirigeants sud-africains incarnent ce renouveau. Et leur légitimité historique en dépend.

Pour comprendre ce qui se passe dans toute l'Afrique, il faut suivre l'activité de cet homme, Thabo Mbecki. Il a présidé l'Union africaine (ex-OUA) pendant une année. Le président actuel est celui du Nigeria. Mais il est trop proche du conflit. C'est Thabo Mbecki qui a pris en charge le dossier. Il a convoqué les différents protagonistes en Afrique du Sud pour une « réunion urgente » qui s'est tenue à la fin du mois de mars. Cette invitation concernait Ouattara, Gbagbo, le Premier ministre Seydou Diarra, Henri Konan Bédié, ainsi que Guillaume Soro, leader de la rébellion qui contrôle le nord du pays. Par un communiqué publié récemment le président sud-africain a demandé à Gbagbo de faire ce qu'il fallait pour permettre à Ouattara de se présenter à l'élection présidentielle. Les Africains espèrent que Mbecki réussira à pacifier la Côte d'Ivoire qui a tant besoin du soutien international pour affermir son économie et pourquoi pas son indépendance politique?



Ngô Van, militant d'entreprise



Henri Simon
Hélène Fleury

QUAND ON A REFERMÉ tous les ouvrages que Van a écrits sur sa vie et sur son pays d'origine, le Vietnam, sur tous les dangers qu'il a pu courir et auxquels il a échappé avant son émigration, on peut penser que son militantisme en France, notamment sur son lieu de travail, n'avait qu'une importance toute relative : sa vie militante en France ne fut que la continuation du combat livré au Vietnam.

On peut penser que ces luttes obscures d'il y a plus de quarante ans présentent peu d'intérêt. À une question posée par Hélène Fleury dans la préface au *Joueur de flûte et L'Oncle Hô*, ouvrage posthume de Van : « Pour quoi, après tout ce temps, il lui importait encore tant de continuer à témoigner sur cette histoire du passé », Van avait répondu : « Parce que le monde n'a pas changé. » C'est la même réponse que je pourrais faire à des objections à ce rappel de lointains engagements.

Je dois ajouter que ce qu'avait déjà vécu Van au Vietnam lui avait donné assez d'expérience pour comprendre et prendre position dans la lutte de classe en France. Dans cette année 1957, se mêlaient notamment les affrontements de la guerre froide et les soubresauts de la décolonisation au Vietnam et en Algérie. Dans les entreprises, les relations de travail et les luttes étaient dominées par une CGT omniprésente et totalement inféodée au parti communiste, fidèle exécutant de la politique de Moscou.

Mais cette domination connaissait des réactions venues de la base et qui remontaient parfois aux années 40. Des noyaux d'entreprise oppositionnels se créaient, souvent à la suite de luttes plus ou moins contrôlées par les syndicats, souvent animés par des militants trotskistes ou anarchistes.

Je connais mal les circonstances qui amenèrent Van à travailler comme agent technique électronique chez Mors, entreprise de signalisation ferroviaire, ni comment il se trouva à animer un groupe d'opposition dans un département de l'usine appelée « la plateforme d'essais ». Mais il est certain qu'il participa à ce titre aux premières tentatives de regroupement d'opposition syndicale.

On ne se préoccupait guère, alors, de conserver des matériaux pour l'Histoire. Peu importe de savoir quelles furent les intentions bonnes ou mauvaises de tel ou tel groupe derrière telle initiative. En 1957, se forma, sur proposition des trotskistes, un Comité de liaison des métallurgistes de la région parisienne, suite à une première assemblée tenue en octobre 1957 qui regroupait des militants de onze usines dont Renault et Mors, et qu'un bulletin commença à être publié avec des rapports sur la situation et les luttes dans les entreprises concernées... Dans le n° 3 de ce bulletin est annoncé le projet de publier une « tribune libre » rédigée par les travailleurs de chez Mors en même temps qu'est dévoilée la procédure imposée par les travailleurs dans les élections de délégués dans le collège « techniciens » de l'usine en opposition au choix syndical légal. On peut penser que Van participa à toutes ces activités.

Lors de la dernière assemblée des métallos, il fut décidé d'élargir le champ des liaisons en convoquant une nouvelle assemblée non plus limitée aux métallos mais à tous les noyaux oppositionnels syndicaux, quelle que soit la branche d'activité. Une réunion se tint effectivement le 27 avril, mais elle va être court-circuitée par les événements du 13 mai 1958.

Les groupes ultra gauche soutenaient souvent que la menace fasciste et les mesures répressives qu'ils pensaient voir venir déclencheraient une riposte ouvrière, et qu'il fallait être présents et s'organiser en conséquence. Une assemblée fut convoquée le dimanche 22 juin à la Bourse du travail. Rapidement, il apparut que la majorité des présents (des anarcho-syndicalistes, des membres de la *Révolution prolétarienne*, des trotskistes de différentes obédiences, des membres de *Socialisme ou Barbarie* et d'autres groupes) faisaient prévaloir leurs conceptions politiques ou syndicales et voyaient dans les événements et l'analyse que nous venons de mentionner, l'opportunité d'élargir leur base ouvrière.

Les trotskistes de *Tribune ouvrière Renault*, lançait alors *Voix ouvrière* et ses bulletins d'entreprise ; Mothé, de *Socialisme ou Barbarie* et aussi de *Tribune ouvrière Renault* voyait le futur dans *Pouvoir ouvrier*, feuille de son groupe, les trotskistes de l'OCI voyaient avec certains anarcho-syndicalistes la poursuite du travail dans les syndicats tout en réanimant les comités de liaison du style de Comité des métaux, etc. Mais il y avait des laissés-pour-compte qui ne voyaient pas la nécessité, pour continuer le combat de classe, de se lier à une autre idéologie que « l'autonomie ouvrière » et sans aucune liaison avec un groupe ou parti. Van était un de ceux-là.

Les débats dans le groupe *Socialisme ou Barbarie* sur la nature du gaullisme et la construction d'une organisation centralisée avaient entraîné une scission. Le groupe « sorti » s'était donné pour tâche, sous l'étiquette « Information Liaisons ouvrières » de favoriser les liaisons entre travailleurs de différentes entreprises. C'est ainsi que naquit un noyau distinct : « Regroupement interentreprises » avec les laissés-pour-compte de l'assemblée du 22 juin. Van était l'un d'eux, et il ne fut certainement pas étranger à cette première affirmation de principe publiée dans le n° 3 du bulletin :

« Le but de notre Assemblée est de regrouper tous les travailleurs qui ne reconnaissent plus les syndicats et partis politiques officiels actuels comme leurs propres organisations de lutte essentielle contre le patronat et l'État, pour les revendications immédiates ainsi que pour leur émancipation totale de l'exploitation capitaliste. [...] Nous recherchons ensemble de nouvelles méthodes d'action et d'organisation qui seraient l'expression directe des travailleurs en lutte. Il sera publié un compte rendu après chaque réunion, élaboré collectivement par chacun des participants. »

Ce qui fut fait, et Van fut un fidèle collaborateur des « assemblées » (à la participation faible : entre 10 et 20, mais qui s'accrut lentement jusqu'en 1968).

Après différentes vicissitudes disparurent ILO et le Regroupement interentreprises. Le bulletin émanant des réunions mensuelles des différents camarades d'entreprises devint le

bulletin mensuel ICO qui disparut en 1973. Il faudrait bien des pages pour retracer ce que furent les contributions et les positions de Van, militant d'entreprise dans le combat quotidien comme dans les problèmes plus généraux notamment eu égard aux guerres d'Algérie et du Vietnam, du nationalisme ou d'un monde communiste.

H. S.



PRÉCISONS QUE le *Joueur de flûte* s'inscrit pleinement dans la cohérence du double projet qui tint tant à cœur à Van. C'est un livre dans le droit fil de *Vietnam 1920-1945*. Van y décrit la lutte sur le double front de l'anticolonialisme et de la résistance à la mainmise de Hồ Chí Minh et de son parti, sur le mouvement de libération. Témoin engagé de cette époque, Van préférait qualifier ce livre de chronique plutôt que d'histoire.

Parallèlement au *Joueur de flûte*, Van travaillait *Au pays d'Héloïse*, deuxième volet de son autobiographie qui, lui, retrace le chemin de son enfance, sa découverte de Rousseau et de la poésie et la révolte contre l'infamie coloniale et l'exploitation sociale. Il y montre concrètement comment l'assassinat de ses compagnons par les partisans d'Hồ Chí Minh était une des conditions à l'instauration de « la patrie socialiste ».

En 1968, Van écrivait dans les *Cahiers de discussion pour le socialisme des conseils* (n° 8, avril) :

« De jeunes Américains vont pourrir dans les rizières et sur les collines du Vietnam sous les roquettes russes ou chinoises pour défendre le "monde libre" du dollar et des bases militaires du Pacifique ; de jeunes Vietnamiens sont envoyés à la boucherie bon gré mal gré dans un camp ou dans l'autre pour l'"indépendance nationale", la "libération nationale", le "socialisme", etc. Un jour, le massacre s'arrêtera [...], les survivants reprendront le chemin des usines, des bureaux et des fermes d'Amérique ; les gueules cassées, les sans-bras, les sans-jambes traîneront leur reste d'existence décorée. Là-bas, les "héros de la résistance", paysans et ouvriers du Vietnam, retourneront dans les rizières ou seront jetés dans les usines de la nouvelle industrialisation ; ils auront bientôt perdu ce qu'ils ont pu avoir d'illusions. Ni le régime capitaliste à l'américaine ni le capitalisme d'État de Hồ Chí Minh ne mettront fin à leur situation d'exploités soumis à une dictature policière, et si les bourgeois et les propriétaires

fonciers sont chassés, c'est la bureaucratie qui perpétuera l'exploitation, avec davantage d'efficacité. »

Le *Joueur de flûte* apporte la confirmation de cette terrible ironie de l'histoire qui fait que cette génération anti-impérialiste se tourne désormais vers l'ancien pays ennemi pour y chercher l'appui du dollar-roi.

Le *Joueur de flûte* dresse un constat tragique, mais Van fait porter l'accent sur l'autre « guerre », celle à laquelle il a toujours participé, la résistance des opprimés contre les maîtres, quelque masque qu'ils empruntent. Pour comprendre le choix du titre, une anecdote :

Lors du déclenchement de l'offensive du Tết en 1968, les forces du Front de libération nationale entreprirent immédiatement leur œuvre de remodelage des esprits. Ainsi, les habitants de Huế furent-ils invités à participer aux cours de « rééducation ».

Trois gardes armés du FNL invitent alors le vénéral Vo Thành Minh à assister aux cours. « Non, je n'y vais pas », leur dit-il. Impressionné par la fronde du vieux, le chef du groupe se radoucit et l'invite poliment à aller voir les supérieurs. « Je n'y vais pas. Dites à vos dirigeants de venir ici s'ils ont à me parler. J'habite là dans la Maison de culte du vénéral Phan. Qui êtes-vous pour l'ignorer ? Je vais faire la grève de la faim, m'asseoir au pont Bèn Ngu pour protester contre votre Front de libération. Je m'oppose aux Américains autant qu'aux communistes. »

Le groupe finit par s'en aller. Ce vieux n'était autre que celui qui, en 1954, déjà indomptable, avait joué de la flûte sur les bords du lac Léman en signe de protestation contre la partition du Vietnam à la conférence de Genève.

Un voyage au Vietnam de Van en 1997, après quarante-neuf ans d'exil, lui a permis de recueillir témoignages ou informations de première main. Et d'abord parmi ceux-là même que la « nouvelle » économie a jetés sur les chantiers à capitaux sud-coréens, européens, américains ou japonais, ceux qui triment pour Nike et Coca-Cola, dans ces usines où la mise au pas des exploités s'appuie sur un régime policier bien rodé et des syndicats soumis.

La nouvelle connivence entre les frères ennemis que sont le capitalisme privé et le capitalisme d'État n'avait rien pour surprendre Van, justement parce qu'il n'a jamais cessé de dire en quoi ces ennemis étaient frères de sang.

H. F.

Ngô Van, *le Joueur de flûte et l'Oncle Hồ*, Paris-Méditerranée, 2005, 296 p. ; *Au pays de la cloche fêlée, tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale, L'Insomnie*, 2000, 240 p. ; *Vietnam, 1920-1945, révolution et contre-révolution sous domination coloniale*, 2000, 448 p.

Rose Désir

L'Atelier de création libertaire a publié un *Guide érotique du Louvre et du musée d'Orsay* qui trouvera facilement sa place entre *les Larmes d'Eros*, de Georges Bataille, et *la Poésie érotique*, de Marcel Béalu. Suivez le guide.

L'AUTEUR, JEAN-MANUEL TRAIMOND, est véritablement guide de métier. Au fil des ans, il a pris un malin plaisir à regarder les œuvres des grands maîtres sous des angles bien peu académiques. Ses observations l'ont conduit à créer des circuits parallèles appréciés des touristes connaisseurs. Pour les Américains, cela s'appelle Naughty Louvre. En français, cette visite un peu spéciale se nomme simplement Le Louvre coquin. Les notes accumulées au gré des déambulations devinrent logiquement livre. Et le livre devint le guide précieux et raffiné que nous offre l'Atelier de création libertaire dans une belle couverture rose.

Depuis toujours art et érotisme font bon ménage. Il n'y a qu'à observer des statuettes de l'Aurignacien supérieur (Vénus de Lespugne, Vénus de Willendorf, etc.) pour s'en convaincre. L'auteur remonte moins loin dans le temps pour mettre en évidence la face cachée, enfin pas tant que ça, des œuvres exposées dans deux des plus prestigieuses musées mondiaux.



Savez-vous où se nichent les seins les plus pointus? Foncez admirer *Aurore* (Louvre, Denon, 1^{er} étage, salle 75) pour ne pas mourir idiot. Sauriez-vous dénicher les plus beaux pénis? Une terre cuite de Sergel (Louvre, Denon, salle E) vous mettra sur le « droit » chemin.

Avec humour et érudition, Jean-Manuel Traimond nous conduit de salle en salle pour revisiter quelques scènes mythologiques, de ces temps où les dieux et les déesses ne crachaient pas sur la chose. Il nous confie aussi quelques anecdotes croustillantes sur la vie tourmentée des œuvres. Ainsi apprend-on que le Louvre a récemment déplacé une *Nymphé* de Bartolini afin que les visiteurs ne puissent plus passer derrière elle. La belle est si fraîche et attirante que les mains ne résistaient pas à la tentation de la caresser!

Aucun plaisir n'est absent. Toutes les palpations et palpitations sont honorées. Hétéros, gays, lesbiennes, trans, etc., chacun pourra choisir entre vues de harems, siestes hermaphrodites, toilettes impudiques, sommeils réparateurs, extases « mystiques », rêves humides, joyeuses bacchantes, orgies romaines, scènes de chasse voluptueuses ou même morsures de serpent équivoques. L'École de Platon (Orsay, niveau médian, salle 59) et les troublantes blessures de saint Sébastien (Louvre, Denon, grande galerie) ont leurs fans. Certains libertaires n'oublieront pas de faire un détour par *l'Origine du monde* pour saluer (mon œil!) le camarade Courbet (Orsay, rez-de-chaussée, salle 7).

Truffé de citations littéraires (Baudelaire, Zola, Louÿs, Hennig, etc.), le livre-catalogue présente également les regards croisés d'Ernesto Timor (photos) et d'Aladdin (illustrations). Une chose est certaine. Les trois fripons n'ont pas les yeux dans leur poche. Les esthètes libertins apprécieront cette balade subtile dédiée aux plaisirs des sens.

Paco

Jean-Manuel Traimond, *Guide érotique du Louvre et du musée d'Orsay*, Atelier de création libertaire, 2005, 146 pages illustrées, 16 euros.

The Take

The Take de Avi Lewis, produit par Naomi Klein et Avi Lewis. Écrit par Naomi Klein. Ou l'Argentine comme laboratoire du mouvement social autour des usines occupées (environ 200 actuellement). Le film se concentre sur les luttes livrées dans les usines Brukman (textile) à Buenos Aires, Zanon (céramique) à Neuquen, Patagonie, et l'usine automobile Forja Saint Martin.

Propos recueillis par Heike Hurst

Pourquoi ce titre ?

Naomi Klein: The Take veut dire « take it back or take over » : le titre vient des ouvrières et ouvriers dans notre film qui décrivent ce qu'ils ont fait en occupant ou en reprenant leur entreprise pour produire... Le film décrit l'action de reprendre l'usine, de prendre les choses en main. C'est l'idée de la réappropriation.

Avi Lewis: « The Take is a spirit ». Cette idée est parfaitement exprimée par l'imprimé sur le T-shirt d'un jeune activiste sud-africain. Quand est-ce qu'on arrêtera de demander et quand est-ce qu'on reprendra les choses en main, ne plus tendre la main mais d'agir pour reprendre ce qui nous est dû...

Comment les avez-vous connus et combien de temps cela vous a pris ?

Naomi Klein: Nous étions avec eux pour une période d'un an et demi. Pendant huit mois j'étais avec Avi en Argentine, puis Avi y est retourné six mois après pour terminer le film. On reste toujours en contact avec eux pour les soutenir. Le film a joué pour eux le rôle d'un catalyseur politique. Beaucoup de gens viennent vers nous pour nous demander comment s'engager politiquement après avoir vu le film !

Avi Lewis: On vient de recevoir un courriel de Freddy qui vient de renoncer à son poste de président. Il n'a pas renoncé ni à son engagement ni à des responsabilités, il fait toujours partie de l'entreprise, il est content de ne plus avoir cette lourde responsabilité qui le mettait beaucoup en avant. En faisant ce film, on a établi un lien avec eux, c'est une relation très forte, c'est un engagement politique.

On sent que vous êtes très proches, vous faites partie de la famille, vous jouez avec les enfants, vous avez été adoptés...

Naomi Klein: Pour moi, surtout, il a été très difficile de trouver la place juste, de savoir quelle serait notre voix en tant que réalisateurs car pour eux et un peu pour tout le monde, je suis d'abord « I am logo! » (l'auteur du livre alter-mondialiste *No logo*, la tyrannie des marques). C'était difficile de trouver la distance juste, la distance qu'on devait entretenir avec notre sujet. C'était un acte d'équilibre, de

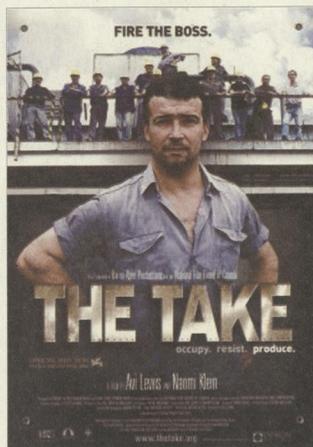
haute voltige. « We don't want to be Michael Moore ». Ils savaient que je ne suis pas une observatrice passive.

Avi Lewis: Trouver le bon angle : la solution était de laisser parler le contexte. De montrer l'histoire politique du pays que les gens charrient avec eux. Essayer de leur donner la parole, essayer d'écouter leur voix. Car leur bataille est vraiment sincère : par exemple, ce que j'ai beaucoup aimé montrer, c'est le rôle des femmes au centre de la lutte. On voit tous ces hommes qui sont des ouvriers, qui ont des allures un peu macho, quand on les laisse parler, quand on les suit dans leur domicile, quand on les voit avec leurs enfants, leur famille, on comprend que la force de leur combat, ils la tirent de la stratégie que mettent en place leur femme. C'est dans leur famille et dans la vie sociale de la communauté qu'ils trouvent la force, l'humilité et aussi la sincérité de leur projet.

Naomi Klein: Le départ du film, c'était le pouvoir de l'exemple. Tout vient de là, c'était le défi à relever : quelle réponse donner à leurs questions ? Comment parler des solutions qu'il faut trouver. Je ne crois pas au dogme. En montrant les gens qu'on a filmés et leur histoire, et la façon de reprendre leur outil de travail en main, montre bien qu'il n'y a pas qu'une seule méthode économique. Je les ai vus faire, je les ai vus avancer, je les ai vus avoir du succès. Il ne s'agit pas d'une idéologie appliquée à une situation donnée. Quand on essaie de façon humble de changer les choses, on peut vraiment y arriver. C'est contagieux et c'est ce qu'on montre dans le film.

Vous rendez compte d'une lutte exemplaire et qui réussit... et, quand même, il y a en arrière-fond la réaction, les élections, la corruption ?

Avi Lewis: Toutes les usines continuent à travailler, à produire, le mouvement ne faiblit pas. J'ai des nouvelles récentes : les usines continuent à produire à hauteur de la production d'avant la crise économique, ce qui est énorme... Une loi a été votée récemment par la ville de Buenos-Aires. Pendant vingt ans, les ouvriers pourront continuer à exploiter ces usines récupérées ; ça concerne Brukman et



d'autres usines. Forja est plus loin, ne se trouve pas dans la juridiction de la ville, Zanon, non plus, n'est pas concerné.

Mais c'est un signe fort du pouvoir politique qui reconnaît et soutient ces usines. Qui montre qu'il cherche une possibilité d'aller dans cette direction. Ils cherchent un modus vivendi. Ce qui se passe à Zanon, c'est extraordinaire : ils ont embauché 150 personnes en plus. Mais récemment il y a eu un incident grave. Cette province est dirigée par des alliés de Menem, une des épouses de quelqu'un qui travaille dans l'entreprise a été kidnappée, battue, rouée de coups. La voiture, une Ford Falcon, révèle que les agresseurs font partie des forces répressives. Car une Falcon est un véhicule traditionnellement lié aux gens du pouvoir en Argentine.

Vous donnez la parole à un ouvrier qui va voter pour Menem, alors qu'il fait partie du piquet de grève de l'usine occupée...

Naomi Klein: C'était important pour nous de donner des éléments pour comprendre comment Menem peut aujourd'hui envisager de revenir et être de nouveau élu président (au premier tour) même s'il incarne le visage de l'économie libérale et la faillite de son pays. Si dans cette entreprise qui a subi les ravages de sa politique il y a un ouvrier qui donne sa voix à cet homme, on peut peut-être comprendre aussi pourquoi les Américains votent pour Bush !

Avi Lewis: C'est certain, on vote pour ces gars-là. J'ai reçu un courriel, il y a deux mois de Lalo ; il me disait : « Redonner vie à une entreprise, c'est déjà difficile, mais redonner espoir à un ouvrier, c'est encore plus difficile. » C'est pourtant ce qu'on a essayé de montrer. Ces gens-là, aussi bien au niveau individuel que collectif, arrivent à redonner un sens à leur vie ; lutter, pour eux, c'est devenir « agent de leur destin », c'est quelque chose d'exceptionnel...

Des nouvelles du Forum régional libertaire en Dordogne

les 25 et 26 juin prochains à Sarlat

LE GROUPE FA LA BOËTIE de Sarlat, le groupe Scalp/No Pasaran 24 et le Collectif libertaire Marius-Jacob de Périgueux avaient organisé le samedi 9 avril dernier dans la petite ville de Thenon en Dordogne un concert pour permettre la mise en œuvre d'un Forum régional libertaire à Sarlat les 25 et 26 juin 2005.

Ce concert fut un succès à plusieurs niveaux:

- rencontre et contacts de haute qualité sur le plan humain avec les membres de l'Assaut Rock qui ont assuré la logistique avec une gentillesse et une efficacité à toute épreuve (digne de professionnels! Signalons d'ailleurs que l'Assaut Rock fête ses dix ans cette année au mois de mai...).

- échanges fort enrichissants avec les musiciens des groupes et les techniciens; leurs interventions étaient non seulement bénévoles mais leur démarche s'inscrivait aussi en soutien à « la cause »,

- qualité musicale incontestable et variée des styles particulièrement appréciable,

- intérêt pour les tables de presse et contacts fructueux avec le public,

- belle fraternité générale en action,

- bilan financier très positif.

Nous ne remercions jamais assez les groupes musicaux: Collectif A, Trolls des bois, Balicoton, Kobolts, Da Crew, Omalium qui mirent tout leur talent et leur cœur dans cette soirée où « passa le vent libertaire ».

Nous avions souhaité que le prix d'entrée fût libre. Ainsi chacun pouvait-il profiter du concert quels que soient ses moyens. À l'entrée nous distribuons un tract sur le concept de « prix libre » ainsi que notre journal (gratuit) Noir Périgord.

En ce qui concerne le futur Forum régional libertaire, nous pouvons d'ores et déjà vous faire connaître le programme arrêté (sus-

ceptible toutefois de légères modifications dont nous vous tiendrons informé.e.s). Ce sera au centre culturel de Sarlat.

Samedi 25 juin

14 heures: Ouverture et présentation du Forum.

14 h 30: Deux débats simultanés

- « La décroissance » avec J.-P. Tertrais, auteur d'un ouvrage du même nom.

- « Lutttes sociales et mondialisation » avec Patrick Mignard, économiste.

16 heures: Synthèse à partir des débats précédents, introduite par des réflexions et témoignages sur la précarité actuelle avec Daniel Martinez de la CNT Bordeaux, employé au tri postal, et des militants de l'APCD (Action des précaires et chômeurs de Dordogne).

18 h 30: Pièce de théâtre de Rodrigo Garcia: Corps glissants.

22 heures: Concert de Joan Pau Verdier entouré de « ses » musiciens.

Dimanche 26 juin

11 heures: Happening artistique devant la maison d'Étienne La Boétie dans « le vieux » Sarlat, avec le groupe ART 112 (allez voir leur site, vous ne serez pas déçus: www.art112ism.org).

14 heures: Intervention de Stéphane Lhomme du « Réseau pour sortir du nucléaire ».

15 h 30: Présentation avec Olivier Olivero du « Local », lieu libertaire autogéré de Bordeaux par l'association Rastaquouère. Olivier est par ailleurs membre du groupe de musique: Rageous Gratoons.

À vos agendas!

Si vous souhaitez être hébergés, veuillez réserver au 05 53 08 10 17 ou au 05 53 50 56 67 ou au 06 07 58 81 27 (vous pouvez laisser un message sur répondeur).

Putain d'théâtre!

Trois représentations à Paris et Ivry de la pièce adaptée du livre de Jean-Pierre Levaray

Putain d'usine a inspiré une pièce de théâtre adaptée, mise en scène et jouée par la troupe des Papiers froissés. Le groupe Idées noires et le groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste vous invitent pour trois représentations: à l'Espace Louise-Michel (Paris 20^e), le samedi 28 en soirée et le dimanche 29 mai dans l'après-midi; le lundi 30 en soirée au Forum Léo-Ferré (Ivry). Informations et réservations à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11^e (Tél.: 01 48 05 34 08).

Radio libertaire

Jeudi 12 mai

Si Vis Pacem de 18 heures à 19 h 30

Gala de l'UPF le 22 mai au Forum Léo Ferré, avec Gilbert Evenas, le terroriste de l'UPF.

Affinités électives de 19 h 30 à 20 h 30

Le désir d'enfant chez les lesbiennes, avec témoignage à l'appui.

Lundi 16 mai

Ondes de choc de 16 heures à 18 heures

Moussu T e lei jovens pour Mademoiselle Marseille et concert La comedia provençalia à la Foire de Paris; Les Presque-oui pour disque et concert au théâtre Essaïon à partir du 11 mai.

Le monde merveilleux du travail de 20 heures à 21 heures

Le droit au logement violé par le capitalisme, avec Fabrice, militant syndicaliste et locataire militant et Benoîte du DAL.

Mardi 17 mai

Paroles d'Associations

de 19 h 30 à 20 h 30

Le Gala de l'Union pacifiste du 22 mai au Forum Léo Ferré avec Gérard Durant (membre de l'UP) ainsi que Frédérique et Nathalie Solence (chanteuses).

Mercredi 18 mai

Blues en liberté de 10 h 30 à 12 heures

Nouveautés, rééditions, tournées 1.

89.4 MHz
en région parisienne

Faire-part de naissances

Mulhouse

Création d'un groupe: FA Mulhouse, c/o CNT, BP 2053, 68059 Mulhouse Cedex.

Ille-et-Vilaine

Création d'une liaison: Liaison FA Retiers-Janzé-Chateaubriand, c/o local La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes. Tél. et répondeur: 02 99 67 92 87. <fa-rennes@frst> et <www.farennes.org>.

Jeudi 12 mai

Seyssins (38)

Le groupe Jules-Vallès de la FA sera présent au concert de Parabellum et High Tone au Prisme.

Venez rencontrer les militants du groupe et découvrez notre table de presse!

Vendredi 14 mai

Paris 20^e

La Compagnie Biribi (fanfare active) présente *French Camp Camp*, un spectacle dédié à la mémoire des victimes des camps de concentration français inspiré par l'histoire du camp de concentration de Rivesaltes. Dès 20 heures à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, M^o Pyrénées. Entrée libre, réservations au 0140330265.

Samedi 15 mai

Paris 20^e

Spectacle *French Camp Camp* par la Compagnie Biribi à 20 heures à l'Espace Louise-Michel. Voir ci-dessus.

Mercredi 18 mai

Rennes

Le groupe La Sociale de la FA organise une discussion et dédicaces avec Thierry Maricourt de 15 heures à 18 heures au local la Commune, 9, rue Malakoff. Puis à 20 heures une réunion publique: « La littérature prolétarienne, un outil au service des luttes sociales » à la Maison du Champ-de-Mars, salle Gune, 6, cours des Alliés, M^o De-Gaulle.

Samedi 21 mai

Paris 18^e

Rencontres-débats avec Éric Hazan, autour de son livre *Chroniques de la guerre civile*, à 15h30, à la Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses ou Blanche.

Montréal (Québec)

V^o Salon du livre anarchiste de Montréal de 10 heures à 18 heures au CEDA, 2515, rue Delisle, M^o Lionel-Groulx.

Vendredi 27 mai

Grenoble

Le groupe Jules-Vallès de la FA sera présent au concert de W5 à l'Anneau de vitesse, sous chapiteau. Venez

Marseille

Marche mondiale des Femmes 2005

Samedi 28 mai

Plusieurs débats tout au long de la journée, à 10h30 et 18 heures: accueil dès 8h30 à la Porte d'Aix (place Jules Guesdes). Puis une manifestation, marche et concert à 15h30 à la Porte d'Aix.

Dimanche 29 mai

De 9 heures à 13 heures, rendez-vous à la Salle des Congrès, parc Chanot (M^o Rond Point du Prado) pour la mise en commun des travaux, le lancement des propositions de campagnes et la clôture de ces deux journées.

Plus d'infos: <<http://collectif13.ddf.free.fr>> ou <<http://www.marchemondiale.org>>.

Le Monde libertaire publiera un 4 pages à cette occasion.

rencontrer les militants du groupe et découvrez notre table de presse!
Rebelote le lendemain samedi 28 mai.

Samedi 28 mai

Paris 20^e

La troupe des Papiers froissés joue *Putain d'usine*, adaptée du livre de J.-P. Levaray, à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, en soirée. Deux autres représentations prévues. Plus d'infos au 0148053408.

Vendredi 3 juin

Villard-de-Lans (38)

Soirée organisée par l'association de contre-culture Contre-Attaques: concert avec Un tondu, un chevelu (chanson lucide, Chambéry), puis une pièce de théâtre par la Compagnie Bath'Art de Lyon, d'après la pièce de Ève Ensler *les monologues du vagin*. Tables de presse. Dès 20 heures à la Maison pour Tous, 5 euros. Réservations conseillées au 0608730560.

Samedi 4 juin

Grenoble

Soirée organisée par l'association de contre-culture Contre-Attaques: concert et pièce de théâtre. Dès 20 heures à la Bobine, 3 bis, rue Clément. Voir ci-dessus.

Saint-Claude (39)

Quand les ouvriers prennent la caméra: les films Medvedkine.

Rétrospective intégrale au local libertaire Le Coffre-Fort, rue Bonneville, en face de l'IME à Saint-Claude (39).

Infos: Association Plouccc, Maison du Peuple, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude ou groupelucio@altern.org.

Séances à 21 heures: les 14 et 20 mai.



agenda

**Vous l'appeliez Europe
Nous l'appelions Salope
Les pauvres à sa porte
En tristes cohortes
Piétinaient d'impatience
Attendant la sentence
De prendre leur place
Avec les rapaces
Enfin être invités
Au royal banquet.**

**Vous l'appeliez Europe
Nous l'appelions Salope
Faites de lois complices
Qu'on appelle justice
Pour ces curés défroqués
En soutanes usées
Emmenant se baigner
Nos enfants aveuglés
Dans des mers de larmes salées
Pour leur apprendre à aimer.**

**Vous l'appeliez Europe
Nous l'appelions Salope
Se faisant la vie belle
Bien planqués à Bruxelles
Les fonctionnaires
Fonctionnent
Les actionnaires
Actionnent
Et les technocrates
Envoient les matraques.**

**Vous l'appeliez Europe
Nous l'appelions Salope
Vous videz les usines
A coups de carabine
Vos temples de la mort
Explosent sous les cieux morts
On bronze sur le mazout
Que vomissent vos soutes
Celles des riches aux abois
Qui se foutent de vos lois.**

Armand Gautron

Cristine Malet

